Vol. 6 • No. 48 • Du 12 au 18 Juin 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LAMOTHE: QUEL BILAN !



Voir page 5

Le cabinet ministériel de Martelly-Lamothe au Parlement le lundi 10 juin 2013 à l' Ouverture de la 2e Session ordinaire annuelle

APPUI DU CONGRÈS DES ETATS-UNIS À LA DEMANDE DES VICTIMES DES FORCES DE L'ONU









Voir page 5

Au Congrès des Etats-Unis, 19 Congressmen ont adressé une correspondance au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, lui demandant d'assumer ses responsabilités quant au dédommagement des victimes du Choléra



Minista: yon danje piblik daprè òganizasyon peyizan nan Nò yo

Page 6

English

Page 9



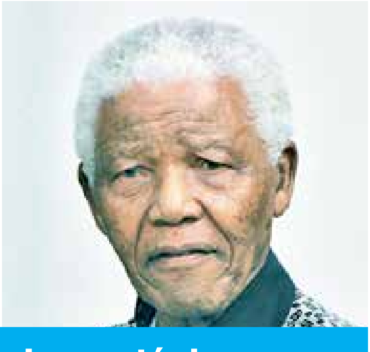
Michel "Sweet Micky" Martelly et Laurent "konplekse" Lamothe, chefs de file des Néo-Indiens d'Haiti?

Page 7



Entretien avec le dirigeant du PC Turc Kemal Okuyan et Communiqué du Parti communiste turc !

Page 10



La santé de Mandela ne s'améliore pas !

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

A quand le remplacement du moteur Martelly-Lamothe?

Par Berthony Dupont

Il ne se passe pas une journée sans que l'on ne soit interpellé par les multiples facettes de pauvreté, de désastres et de catastrophes auxquelles fait face constamment le peuple haïtien. Cette situation intenable fait réfléchir beaucoup les gens qui ont une certaine conscience à vouloir tout naturellement exiger un air de changement dans ce pays de misère, afin que cesse cette course vers le chaos.

La raison de cette déchéance est qu'il y a une petite minorité opulente, celle de toujours, qui depuis 1806, alliée aux forces colonialistes et impérialistes, refuse à ce peuple le droit sacré de vivre et depuis lors va en croissant notre dépendance à l'égard de l'étranger.

Mais c'est vraiment regrettable, écœurant et scandaleux, une sorte d'injure à la Nation quand le mardi 4 juin dernier tout le monde a suivi soit à la radio ou à la télévision la prestation du Premier ministre Laurent Lamothe, au cours de laquelle, il a prouvé qu'il n'est pas au service du peuple et que toutes les questions qu'on lui avait posées sur la corruption, le gaspillage des fonds publics, le népotisme ne furent pour lui que devinette. Ses réponses fantaisistes montraient grandement combien il ignore tout ce qui se passe dans son gouvernement, au point d'être incapable de rassurer les sénateurs sur aucune de leurs questions.

A ce stade, Lamothe, s'il était honnête, devrait lui même le lendemain 5 juin démissionner de sa fonction de Premier ministre, même quand le sénateur Desras avait empêché que sa convocation ne se transforme en interpellation comme le désiraient certains sénateurs,. Pourtant, voilà qu'une semaine après son cuisant échec, soit le lundi 10 juin, ce même Laurent Lamothe s'est présenté devant l'Assemblée générale au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'année législative pour dresser le bilan des actions de son gouvernement qu'il prétend être positif : comme quoi il est sur la bonne voie et c'est pour la première fois que les 10 départements du pays sont en chantier. N'est-ce pas en quelque sorte tourner en dérision le peuple haïtien et même se moquer de sa souffrance?

La chose est certainement claire désormais. Que nous soyons prêts ou non à l'accepter, n'est il pas le moment de sonner le glas de la faillite politique du moteur Martelly-Lamothe ? Comme les régimes néo-coloniaux ne renoncent jamais à leur pouvoir même quand ils sont affaiblis et acculés sans l'accord de leur puissance de tutelle, seule la force populaire peut renverser la situation et nous affranchir de l'occupation !. Ne devrions nous pas profiter, dans l'esprit des mobilisations du 8 mai et du 1er juin, d'occuper la scène politique pareil aux mobilisations monstres du peuple turc contre la politique réactionnaire d'Erdogan ?

Ne devrions nous pas tirer leçons de certains pays comme l'Equateur et la Bolivie qui ont totalement fait volte face en adoptant une politique de sauvetage national et populaire. A titre d'exemples :

En février 1997, un immense mouvement populaire avait obtenu le départ du président Abdala Bucaram qu'on appelait « El Loco» (le fou). Il a été destitué par le Parlement équatorien pour « incompétence et incapacité physique et mentale ». Son successeur, le président Jamil Mahuad a été également destitué par le Parlement national des peuples d'Equateur (PNPE) le 14 janvier 2000 pour « trahison à la patrie ».

Le 20 avril 2005, le mécontentement populaire devenant impossible à contenir, ainsi, ce même parlement équatorien avait une fois de plus destitué, le président équatorien Lucio Gutiérrez, accusé d'avoir enfreint la Constitution. De ce point de vue, combien de fois la Constitution haïtienne n'a-t-elle pas été piétinée par Martelly « Sweet Miky » ?

En Bolivie, 90% de la population rurale vivaient dans la pauvreté abjecte et ce pays se disputait avec Haïti et le Honduras la palme des pires réalisations dans la région du point de vue d'indice de développement humain. Estimant le pays «ingouvernable», le président Bolivien d'alors Carlos Mesa un homme seul sans parti politique avait présenté lui-même sa démission en mars 2005 sur les pressions populaires, et a proposé une remise à plat du paysage politique avec l'organisation d'élections générales. C'est cette élection que le Mouvement vers le socialisme (MAS), d'Evo Morales a gagnée, et depuis, le peuple Bolivien, une fois le gouvernail entre ses mains, a entamé le sauvetage de l'indépendance, de la souveraineté par le développement d'une politique étrangère indépendante, faite d'unité et d'intégration latino-caribéenne, de solidarité avec les peuples de la région et avec tous ceux qui se démènent pour un monde meilleur.

La Bolivie a cessé d'être cet état mendiant, qualifié de défaillant, qui dépendait de l'aide internationale. Evo a éradiqué l'analphabétisme et a lutté pour transformer en réalité les revendications des mouvements indigènes et populaires. Dans le cas de l'Equateur, c'est également la même politique avec le président progressiste Raphaël Correa qui vient de s'installer pour un troisième mandat populaire.

Alors, qu'est ce que nous attendons nous-mêmes pour nous débarrasser de ce régime d'exclusion et d'exploitation, empêcher que Martelly et Lamothe ne continuent leur politique de courbette devant l'étranger et de pillage de nos ressources. Nous ne devons pas rester les bras croisés devant les brutales atrocités de nos mercenaires locaux et des brigands agresseurs impérialistes qui nous tiennent déguenillés, affamés, humiliés et méprisés.

Notre conscience patriotique ne nous engage-t-elle pas à remettre le pays de Dessalines sur les rails révolutionnaires pour remplacer une fois pour toutes le vieux moteur de la colonisation et de la dépendance?

Le campus universitaire Henry Christophe de Limonade, fissuré un an après son inauguration

Par Jean Élie Paul

Un bâtiment fissuré, devenu aussi poreux qu'une vulgaire bâche malmenée par le soleil et des équipements détruits par la pluie : c'est la situation du campus Henry Christophe de Limonade , faisant partie de l'université d'État d'Haïti (Ueh), observe l'agence en ligne AlterPresse.

Cette structure, « don » controversé de la République Dominicaine à Haïti, a été construite en moins de six mois. Sur une superficie de 60 hectares de terre, le campus Roi Henri Christophe peut accueillir jusqu'à 10,000 étudiantes et étudiants, dans ses 4 bâtiments abritant 72 salles. Lors de son inauguration, le 12 janvier 2012 (2 ans après le tremblement de terre), le campus avait suscité ébahissement et admiration.

En 2013, les sentiments paraissent tout autres. « Immeubles fissurés un peu partout »

Nous sommes dans le bureau du secrétaire général de l'université, Kénold Moreau.

Celui-ci décrit une situation qui, visiblement, l'inquiète. « Les immeubles du campus sont fissurés un peu partout. Ce sont des fissures assez profondes. Mais il n'y a pas que cela : les immeubles et les toits coulent partout », explique-t-il.

Pointant le doigt vers le divan en cuir noir, sur lequel nous sommes assis, Kénold Moreau signale que « si la pluie tombait, nous serions forcés de nous déplacer, parce que l'eau coulerait comme si l'on était à l'extérieur. « Quand il pleut, cette jolie salle, dans laquelle nous nous trouvons, coule comme une passoire. Et, ce qui est pire, ce n'est pas dans cette salle seulement : il y a des toilettes qui sont fermées à cause de leur détérioration », ajoute-t-il, non sans ironie.


Les immeubles du campus sont fissurés un peu partout. Ce sont des fissures assez profondes

Dans les laboratoires également, l'eau de pluie a déjà endommagé pas mal de matériels électroniques précieux. Sur les 72 salles, seulement une cinquantaine fonctionnent.

Même dans le bureau du président du conseil d'administration du campus, Jean-Marie Théodat, « l'eau coule en permanence », continue de déplorer le secrétaire général, Kénold Moreau. « Le rectorat de l'Ueh avait dépêché des ingénieurs civils. Même les Dominicains avaient promis de venir réparer… Rien n'a été fait. Ils ne sont pas venus, et nous sommes en train de subir durement les intempéries ».

Tant bien que mal…

Des difficultés académiques et administratives demeurent à l'université Roi Henri Christophe, qui a commencé à fonctionner, le 19 novembre 2012, à la suite d'un concours d'entrée, réalisé avec plus de 7 mille postulantes et postulants. Selon Moreau, l'une d'elles est que certains professeurs - travaillant depuis plus de 6 mois - n'ont toujours pas reçu leurs traitements.

Les professeurs, pour la plupart, sont installés dans des conditions difficiles.

C'est que le campus de Limonade a débuté ses activités académiques avec un personnel incomplet, « dans une boîte vide qu'on devait remplir ».

« Nous n'avions pas tous les professeurs au début. Les étudiants étaient restés, un certain temps, sans suivre de cours. Jusqu'à maintenant, nous n'arrivons pas à compléter toute l'équipe du personnel enseignant », explique Moreau.

De plus, certaines filières ne sont pas encore disponibles, à l'image des sciences de l'éducation. D'autres restent à définir : c'est le cas, notamment, des beaux-arts.

AlterPresse 6 juin 2013

A l'attention de l'opinion publique nationale et internationale

Je tiens par cette note à aviser l'opinion publique nationale et internationale que depuis tantôt six (6) mois je fais l'objet de certains actes d'intimidations et de menaces de mort de la part d'individus intolérants et malintentionnés. Je réalise que je suis ciblé en raison de mes analyses et de mes commentaires à l'émission « Pawol devlopman » que je présente en direct sur radio Mosaïque FM 107.5 FM (Gonaïves, Artibonite) chaque dimanche après midi de 5h a 6h

J'ai déjà déposé plusieurs plaintes aux autorités judiciaires et policières du pays en vue des suites légales.

Les faits

25 décembre 2012 : Bref appel téléphonique anonyme de la part d'une personne qui s'est identifiée comme un proche zélé du gouvernement m'accusant de fabriquer de fausses informations contre le pouvoir en place. Je n'ai pas accordé trop d'importance à cet appel téléphonique.

2 avril 2013 : Tract trouvé par mon père a l'entrée de sa résidence aux Gonaïves faisant état de menace de mort contre ma personne.


Roberto DORNEVAL

17 Mai 2013 : Attaque et agression physique par deux individus armés circulant à bord d'une motocyclette sans plaque d'immatriculation sur la route de frères, Pétion-Ville, zone carrefour Sainte Claire aux environs de 7h du soir. Ils m'ont enlevé mes deux cartes de presse, mon téléphone portable et ma carte d'identification nationale. Ils m'ont violemment frappé d'un coup de pied à l'abdomen. Ils m'ont promis la mort en partant. J'ai du me faire consulter par un médecin car j'avais des douleurs atroces.

3 juin 2013 : Appel anonyme et menace de mort par messages textes, j'ai retenu le numéro du téléphone qui m'a envoyé ces messages et je l'ai transmis à la police.

Cette situation me dérange et me rend inconfortable dans l'exercice de ma profession. Voilà pourquoi je réclame une enquête policière en vue de trouver, les gens qui m'ont agressé le 17 mai 2013 et le propriétaire du téléphone qui ne cesse de me proférer des menaces de mort.

Vive Haïti ! Vive la liberté d'expression!

Roberto DORNEVAL
Journaliste / entrepreneur social

Justice pour Maxime Selphin

Par J. Fatal Piard

S'il est une institution, qui, comme un cancer subtil ronge le tissu social, elle a bien pour nom l'église. A travers le monde, la supercherie, le vol à grande échelle, la corruption et les intrigues inimaginables n'ont qu'un dénominateur commun, l'église. En outre, cette institution supposément morale a une mission fondamentale qu'elle n'ose jamais dévoiler. C'est celle d'aliéner les naïfs en leur offrant un quelconque « paradis » auquel personne n'ose croire.

D'une façon toute particulière dans ces pays sauvagement appauvris par l'avarice insatiable de l'impérialisme prédateur, ces confréries ne se gênent pas pour aliéner les masses populaires d'avoir annoncé le retour de leur Jésus pour le 21 mai 2011. Sans aucune vergogne, elles font miroiter un éden tantôt terrestre, tantôt céleste. Lequel paradis personne n'ose croire réellement. Qui peut nous dire lequel de ces imposteurs serait disposé à faire don de ses biens pour aller à la rencontre de ce Jésus auquel ils prétendent tous croire aveuglement.

Car, pour y accéder, il faut avant tout passer par le couloir incertain et cruel de la mort ; auquel couloir personne n'ose s'y aventurer par le

Suite à la page (14)

Plus de 300 enfants déplacés-es ont commémoré à Christ-Roi la Journée Nationale de l'Enfant


Les enfants au jardin du GARR à l'occasion de la Journée Nationale de l'Enfant, le 9 juin 2013. *Photo : Josué Michel*

« An n pote kole ak Timoun yo pou yon bon anviwonman, Solidarisons-nous avec les enfants pour un bon environnement», c'est autour de ce thème que plus de 300 enfants déplacés-es provenant de 6 camps d'hébergement de la zone de Christ-Roi, ont célébré au jardin du GARR, la Journée Nationale de l'Enfant, le 10 juin 2013. Exposition d'oeuvres artisanales réalisées par les enfants en été 2012, Réflexion sur la protection de l'environnement et les catastrophes naturelles, chorégraphies etc…, telles ont été, entre autres, les différentes activités ayant marqué cette journée.

Célébrée chaque deuxième dimanche en Haïti et le 20 juin dans d'autres pays, la commémoration de la journée nationale de l'enfant, cette année, donnait à ces enfants déplacés résidant dans les camps Kid, Mayard, Christopher, Boulard, Caroline et Acacia l'opportunité d'apprendre et de se divertir dans un esprit convivial.

Il était 10 heures du matin, quand des moniteurs-trices et animateurs du club des enfants avaient déjà tout mis en branle pour accueillir ces mineurs-es. Le Jardin du GARR était orné de ballons donnant un air joyeux à la situation. Une exposition d'œuvres artisanales, notamment de peintures sur bambous, sur bouteilles et des couronnes en déchets plastiques recyclées et réalisées par ces enfants étaient observées. Un Dj commençait déjà à tourner de belles sélections musicales teintées de diverses tendances comme au carnaval des étudiants-es à Port-au-Prince.

Les enfants se sont donnés à cœur joie et se sont follement amusés en cette journée qui leur est consacrée.

Dans son entretien avec eux, l'animateur du GARR au club des enfants, César Pierre Wisthlet, a encouragé ces derniers-ères à maintenir propre leur environnement. Ce qui permettra, leur a-t-il dit, de limiter les dégâts lors des périodes cycloniques. Il a pris en exemple les tempêtes annoncées par le Centre National de Météorologie pour les six prochains mois de l'année où 9 d'entre elles pourraient se transformer en ouragan.

M. César qui inculquait aux enfants les notions de cyclone, tempête, ouragan et tornade, laissait croire qu'une bonne gestion de l'environnement peut aider à diminuer certains risques pendant la saison cyclonique. « Vous devez toujours vous rappeler de ne pas jeter dans les rues les déchets des produits consommés. Car vous ne faites que vous protéger vous-même en protégeant l'environnement.», a-t-il déclaré.

Les enfants se sont dits satisfaits de la journée au cours de laquelle ils/elles ont beaucoup appris et se sont bien divertis. « C'est un moment pour nous régaler tandis que nous apprenons aussi. Nous disons merci aux organisateurs de cette activité d'avoir pensé à nous qui résidons encore dans les sites d'hébergement après le tremblement de terre», a déclaré Emmanuela Laimé, 16 ans, du camp Kid à Christ-Roi.

Pour sa part, Kasside Jean, 17 ans, du Camp Mayard, regrette le fait que beaucoup d'enfants vivant dans les camps de déplacés-es et n'ont pas, selon lui, accès au pain de l'instruction.

Ce jeune déplacé qui souhaite être relocalisé dans la dignité, demande aux autorités haïtiennes d'intégrer ces enfants déplacés qui ne peuvent pas aller à l'école dans leur programme d'éducation gratuite. « Nous vivons depuis trois ans sous des tentes et il n'y a que le GARR à avoir continué de travailler de cette manière avec nous. Nous aimerions être relogés dans de bonnes conditions et nous voudrions aussi que tous les enfants déplacés aillent à l'école.», s'est-il exprimé.

Cette journée des enfants commémorée à travers tout le pays a été l'occasion pour déceler un peu partout à l'échelle nationale, les divers talents cachés de nombreux enfants. Ces activités ont été réalisées avec le soutien financier de l'organisation des églises hollandaises ICCO, dans le cadre du projet intitulé « Protection et Réhabilitation des déplacés de Port-au-Prince ».

Trois morts dans des intempéries dans le Nord d'Haïti

Trois personnes sont mortes la semaine dernière dans le Nord d'Haïti à cause des pluies qui se sont abattues sur cette région au moment de la période pré- cyclonique. L'information a été confirmée par la direction de la Protection civile le samedi 1er juin dernier lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de l'ouverture de la saison cyclonique.

Dans la commune de l'Acul du Nord, une jeune fille de 22 ans a été emportée par les eaux d'une rivière en crue qu'elle tentait de traverser. A Dondon un homme de 60 ans a également péri dans les mêmes conditions alors qu'au Borgne une fillette a perdu la vie dans un glissement de terrain occasionnant l'écroulement de sa maison. Le coordonnateur départemental de la Protection civile, Jean Henry Petit appelle la population en général notamment celle qui habite les zones à haut risque à la prudence.

Ernest Saintilus

Un pays encore sous pilotage automatique, après deux cent neuf ans d'histoire

Par Jose Clément

Pourquoi un remaniement ministériel dans l'état actuel des choses? C'est la question posée par plus d'un, après le spectacle navrant du gouvernement Martelly/Lamothe, lors de la séance de convocation au Senat de la République, le lundi 4 mai 2013. La réponse n'est pas difficile à trouver si l'on suit de près la performance de nos hommes et femmes politiques en charge du pouvoir. Ils ne sont pas toujours à leur place et donc leurs résultats sont toujours faussés à l'avance.

Un agronome ne saurait établir un diagnostic sur un patient qui dit avoir de fortes douleurs dans la région lombaire. Un joueur de tennis professionnel quel que soit son niveau record sur une cour de tennis ne pourrait pas construire une maison en lieu et place d'un ingénieur civil de formation. La liste en serait longue. Pourtant en Haïti, les données sont différentes. N'importe qui peut s'improviser n'importe quoi dans cette société à la fois tolérante et complaisante. L'excellence n'est pas toujours choyée.

Il n'est un secret pour personne que les sociétés qui font des progrès énormes en matière de technologies, de recherches et de développement ont mis du temps, de la patience et de la persévérance pour avoir les résultats escomptés. Ils sont toujours récompensés dans leurs œuvres et pour leurs œuvres. La société haïtienne a toujours tendance à encourager les médiocres, les oisifs et les déviants. Le résultat est plus que patent. Deux cent neuf ans après, nous sommes un peuple à la traîne.

Peut-on sciemment revenir à la politique obscurantiste de Jean-Pierre Boyer qui consistait à fermer des écoles pour ouvrir de nouvelles prisons ? Il disait toujours à qui veut l'entendre « n'importe qui peut remplir n'importe quelle fonction dans l'Administration publique. Il se formera au bureau. » Fort de cette expérience malheureuse et de tant d'autres qui ont jalonné l'histoire de ce pays, la société haïtienne a un choix difficile à faire si elle veut amorcer son développement entre le plus capable et le moins capable. Il est tout aussi dangereux de confier le pouvoir politique à quelqu'un sans préparation de même que de remettre à un enfant une mèche allumée à l'intérieur d'une construction en bois. Le résultat en serait le même, la catastrophe.

Il n'est pas évident qu'un remaniement ministériel apporte toujours les résultats souhaités, si l'objectif et le but à atteindre ne sont pas bien définis. Le pourvoir Martelly en a fait l'expérience au moins une demi-douzaine de fois en l'espace de deux ans. On ne change pas un gouvernement comme on change de chemise pour plaire à un secteur bien précis ou à un groupe d'amis à titre de récompense pour des services personnels rendus. Il faut donner du temps matériel et des ressources nécessaires aux titulaires des postes ministériels afin qu'ils prouvent leur capacité dans la conduite efficace des affaires de l'Etat. Le résultat ne se mesure pas toujours en terme de la quantité dans un temps record et encore moins au degré d'amitié avec le Président de la République ou le Chef du gouvernement. D'ailleurs, qui a la compétence de juger de la performance d'un ministre, si ce n'est que les administrés eux-mêmes ? On peut compter sur les doigts de la main le nombre de ministres ayant servi ou servent encore dans l'Administration du 14 mai avec des qualités intellectuelles prouvées, à défaut d'avoir des qualités morales avérées. Les espèces sont rares ces temps-ci dans la République où des hommes et des femmes sans grande préparation dans l'Administration publique ou dans la politique occupent les avenues du pouvoir et font la loi au mépris de la connaissance universelle.

Le poisson pourrit toujours par la tête. Il faut chercher le problème non pas à travers des replâtrages ministériels, mais plutôt à travers des détenteurs du pouvoir réel ou fictif qui font des nominations à hue et à dia sans souci pour la collectivité. La République ne saurait être un bordel où des plus audacieux et sans morale publique ont pignon sur rue. « The right man in the right place! »

Le mélodrame au Sénat de la République qui serait à la base d'un changement dans le cabinet ministériel est sans conteste une histoire qui restera gravée dans les annales politiques de ce pays. Une convocation qui a mis à nu la faiblesse, l'immaturité, le laxisme, la déviance, la rébellion, et l'impréparation au sens large du terme caractérisant un gouvernement qui administre les affaires de l'Etat et représente la nation dans toutes les assemblées internationales.

Qui l'aurait cru que des ministres d'un gouvernement qui tire sa légitimité du Parlement, au regard de la Constitution du 29 mars 1987, eussent tourné en dérision des sénateurs de la République en faisant obstruction volontaire à leurs démarches de "grands contrôleurs" de la nation ? Des membres du gouvernement Martelly/Lamothe ont roulé systématiquement dans la farine l'Assemblée qui voulait s'enquérir sur plusieurs dossiers controversés comme par exemple l'enveloppe de 40 millions de gourdes alloués pour les festivités marquant le deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir du président Michel Martelly, le déficit budgétaire annoncé pour l'exercice fiscal en cours, le dossier des lampadaires solaires, des contrats passés de gré à gré après la période d'urgence confiés à des firmes sans "lecture ni

Suite à la page (17)



La performance du gouvernement de Martelly/Lamothe au Sénat de la République était piètre et s'apparentait à une forme de scandale



Le Ministre de l'Intérieur, David Bazile, 2e à partir de la gauche, flanqué de Jean-Renel Sanon, Josette Darguste et Bernice Fidélia. Bazile acquiesce en informant que ce sont les amis du Président de la République qui ont contribué financièrement au succès de la fête au Champ-de-Mars

Gouvernement Martelly-Lamothe: Désapprobation générale

Par Thomas Péralte

Depuis un certain temps, les habitants de différentes zones du pays ont manifesté de façon très violente pour faire respecter leurs principales revendications, telles : l'électricité, le curage des rivières, la construction des routes et ponts, l'encadrement pour les agriculteurs, la construction d'écoles et d'hôpitaux. Dans les deux dernières lois de finances : 2011-2012 et 2012-2013, les parlementaires ont voté une enveloppe budgétaire de dix millions (10.000.000.00) de gourdes pour chacune des communes du pays. Alors que l'on est à 4 mois de la fin de l'exercice fiscal de 2012-2013, ces lois n'ont pas été exécutées dans certaines communes. Le gouvernement aurait utilisé ces fonds pour faire des marchandages et corrompre certains parlementaires sans scrupules.

Les habitants de la Rivière grise située dans la commune de Cité Soleil ont manifesté la semaine dernière pour exiger le curage de cette rivière, à un moment où l'on annonce déjà la saison cyclonique.

Des habitants du Bas Artibonite ont bloqué la route nationale #1 reliant Port-au-Prince au grand Nord, le mercredi 5 Juin dernier, au niveau de : Pierre-Payen, Périsse, Carrefour-Peille, Bois-neuf, Liancourt, Pont-Sondé entre autres pour exiger l'électricité. Ils ont érigé des barricades avec des camions en travers et tout au long de la route.

Les chauffeurs des véhicules ont dû rebrousser chemin puisque les manifestants sont déterminés à poursuivre le moment revendicatif jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Rappelons que l'un des cinq « E » du programme du gouvernement Martelly-Lamothe se rapporte supposément à l'énergie. Diverses zones de la capitale sont plongées dans le noir. On donne actuellement 5 à 6 heures de temps de courant par jour dans certains endroits. Le Premier ministre, Laurent Lamothe avait annoncé dès le début de l'année en cours que la capitale aurait du courant électrique 24/24, dans les six (6) prochains mois. Cependant, le gouvernement n'a pas respecté ses promesses. Il a menti au peuple haïtien.

A l'arrivée de la saison cyclonique 320,050 personnes victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010, dont 166,158 femmes et 153,893 hommes vivent toujours sous des tentes dans 385 centres d'hébergement dans la capitale et ses environs. 22% des déplacés vivent également dans 86 camps dans des conditions très vulnérable, exposés à toutes sortes de risques de catastrophes naturelles, notamment, inondation, glissement de terrain et des épidémies telles : Choléra, grippe aviaire, H1N1. A plus de trois ans du tremblement de terre, 73 milles Haïtiens sont exposés à des menaces d'expulsions forcées, et courent le risque d'abus , de violence sexuelle et d'autres formes d'insécurité, à côté de 1.5 millions d'Haïtiens qui vivent dans l'insécurité alimentaire.

Dans le discours de présentation du Premier ministre Laurent Lamothe par devant le Senat de la République, le mardi 4 juin dernier, il a fait état d'environ 15 milliards de gourdes mobilisées après le passage du cyclone Sandy en automne de l'année dernière pour résoudre les problèmes urgents. « C'est ainsi que 5 milliards de gourdes, au titre de crédits supplémentaires, pris par décret d'avance en date du 15 novembre 2012 ont été mobilisés, mais seulement 2.1 milliards de gourdes ont pu être décaissés à date. Le gouvernement a également pris la responsabilité de réorienter l'utilisation des 12 milliards 820 millions de gourdes des fonds Pétro Caribe pour les mobiliser dans le sens de l'urgence. Je souligne qu'il s'agit d'environ 15 milliards de gourdes… », lit-on dans son discours.

La réalité est claire, les principales revendications de la population ne sont pas satisfaites, alors que 15 milliards de gourdes ont été décaissées durant le premier semestre de l'année 2013. Le Premier ministre Laurent Lamothe n'a pas pu présenter un rapport clair sur sa gestion de ces fonds. Il revient à la population de se mobiliser partout à travers le pays pour forcer les parlementaires à assumer leurs responsabilités en sanctionnant le gouvernement par une motion de censure

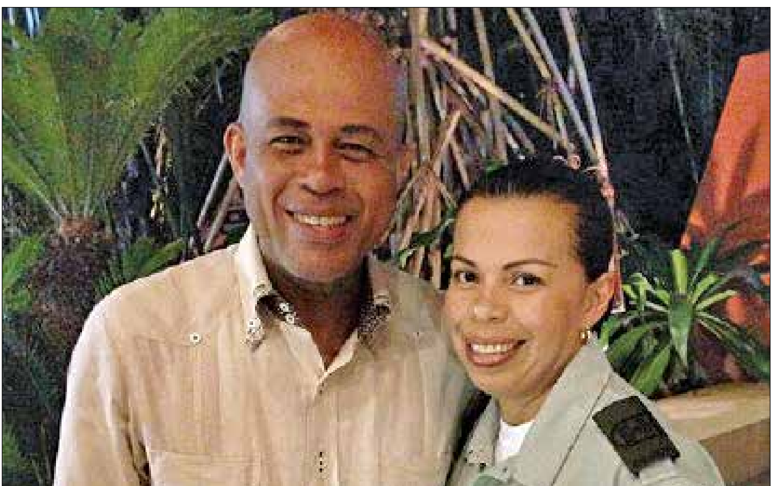
Appui du Congrès des Etats-Unis à la demande des victimes des forces de l'ONU

Par Isabelle L. Papillon

La mobilisation du premier Juin 2013 et les résolutions du Sénat de la République exigeant le retrait progressif et ordonné des forces d'occupation de l'ONU et le dédommagement des victimes d'exaction des soldats des Nations Unies, particulièrement celles de l'épidémie de Choléra ont eu une répercussion positive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Actuellement, en Haïti l'opinion publique en général est favorable au départ de la MINUSTAH. Mais les débats se déroulent autour de quelle force devrait assurer la relève : la reconstitution de l'ex-force armée d'Haïti ou le renforcement de la Police Nationale d'Haïti (PNH). La Majorité de la population opte sans conteste pour ce dernier.

Au Congrès des Etats-Unis, 19 Congressmen ont adressé une correspondance au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, lui demandant d'assumer ses responsabilités quant au dédommagement des victimes de Choléra. Voici donc la teneur de cette lettre : « *« En tant qu›amis du peuple d›Haïti au Congrès, nous sommes profondément préoccupés par l'absence de progrès par les Nations Unies, compte tenu de son rôle probable dans l'introduction du choléra en Haïti, à répondre efficacement à l'épidémie de choléra en Haïti. L'épidémie de choléra en Haïti*

Suite à la page (15)



Michel Martelly pose avec Patricia Hule Posso, membre de la police des Nations Unies

Parlement : Ouverture 2e Session ordinaire annuelle. Lamothe : Quel bilan!

Par Yves Pierre-Louis

Ce lundi 10 Juin 2013 en présence de 16 sénateurs sur 20 et 57 députés sur 94, le président de l'Assemblée Nationale, le sénateur Simon Dieusel DESRAS a procédé à l'ouverture de la deuxième Session annuelle législative. C'était une occasion pour le président de l'Assemblée nationale d'exprimer ses inquiétudes quant à la situation politique difficile et un marasme économique, tandis qu'aucune disposition n'a été prise pour remédier à cette situation qui va de mal en pis.

Quant au Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe, après sa piètre présentation de rapport des activités de son gouvernement le 4 juin dernier par devant la totalité des sénateurs, il a présenté un maigre bilan reposant sur des généralités et des projets en perspective et non sur un ensemble de réalisations concrètes. Ce bilan mitigé n'a convaincu personne. La preuve en est bien grande, car au moment *où le Premier ministre présentait* son bilan au Parlement haïtien, des rumeurs circulaient déjà autour d'un remaniement ministériel et la ministre des Haïtiens Vivant à l'Etranger, Fidélia Bernice remettait sa démission suite aux dénonciations du Sénateur John Joël Joseph, et des centaines d'habitants du plus grand bidonville du pays, Cité Soleil manifestaient dans les rues de ladite Cité pour

Suite à la page (15)



Laurent Lamothe

Errances politiques du « Gouvernement Martelly-Lamothe »

Lettre ouverte du Groupe Parlementaires pour le Renforcement institutionnel (PRI)

à l'attention du peuple haïtien à propos du bilan biannuel du « Gouvernement Martelly-Lamothe »

Chers compatriotes,

Le Président de la République vient de célébrer, le 14 mai écoulé, avec bruit, tel un tonneau vide, et dans le soudoiement (embrigadement monnayé de paysans de certaines communes environnant la capitale et de citadins peuplant des bidonvilles de l'Aire métropolitaine), comme un politicien en mal de popularité, ses deux ans au Pouvoir de l'Etat. Il en a profité pour dresser, par l'entremise de certains parlementaires sinon indignement du moins naïvement acquis à sa cause, un bilan de ses prétendues réalisations, et ce dans le cadre de ce qu'il appelle pompeusement le Programme des cinq **E**. Et, dans la même veine, le Premier ministre se prépare à présenter devant l'Assemblée Nationale, le 10 juin 2013, à l'occasion de l'ouverture de la seconde session législative annuelle, le bilan de l'action gouvernementale. Mais, en réalité, il s'agit et il s'agira d'un bilan portant sur cinq **E**rrements. Nous voudrions donc vous présenter un contre-bilan de ce programme grandement **E**rratique.

Emploi

L'économie haïtienne est actuellement en forte décroissance, passant de 5,6% en 2011 à 2,8% en 2013. Ce qui indique que la pauvreté s'approfondit davantage (56% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté absolue), que l'insécurité alimentaire s'avère poignante (2,1 millions de personnes) et que la délinquance et l'insécurité publique s'aggravent de jour en jour.

Or Le Président Martelly tente de faire croire que 400.000 emplois ont été créés dans l'économie. Aucune carte précise de ces emplois n'a été présentée. Ce qui montre que ceux-ci n'existent que dans l'esprit étroit du Président. Ce qui est en revanche clair, c'est que tous les indicateurs macro-économiques sont au rouge : les petites et moyennes entreprises des secteurs primaires et secondaires sont grandement décapitalisées; les recettes fiscales sont au plus bas ; les investissements directs étrangers dans des secteurs productifs sont quasi-inexistants (le Parc de Caracole a du mal à créer le nombre d'emplois prévus) ; l'exportation stagne ; la monnaie nationale a rapidement perdu environ 8% de sa valeur ; le déficit budgétaire se creuse considérablement accusant 6% du PIB ; etc.

Suite à la page (15)

Des familles déplacées du camp Bristout expulsées par des agents de la mairie de Pétion-Ville et de la PNH



Les déplacés/es récupèrent leurs effets après l'opération de déguerpissement Photo: Josué Michel

Environ 1500 familles hébergées sur le camp Bristout, à Péguy Ville, zone Ouest d'Haïti, ont été expulsées par des agents de la mairie de Pétion-Ville, escortés de policiers du commissariat de cette commune, le 4 juin 2013. Sans un avertissement formel, les familles ont été évacuées à l'aide d'un tracteur utilisé par les démolisseurs, a constaté le GARR, suite à une visite des lieux.

L'opération de déguerpissement s'est réalisée de manière très brusque, selon les familles. Il était aux environs de 9 heures du matin, le mardi 4 juin 2013, quand des agents de la mairie de Pétion-Ville, accompagnés de policiers ont débarqué sur le site avec un tracteur, et sans piper mots aux résidents/es, ils ont démoli les tentes avec l'engin. « Le tracteur a brisé tous nos effets. Des agents de la mairie ont déchiré les matelas qui se trouvaient sous les tentes et y ont mis le feu par la suite », a rapporté une femme déplacée qui vivait dans le camp avec ses

Suite à la page (15)

Bernice Fidelia, minis ayisyen k ap viv lòtbò dlo yo, demisyone


Bernice Fidelia

Kominike ki soti nan biwo Premye minis la fè konnen madan Bernice Fidelia remèt tabliye li kòm minis ayisyen k ap viv lotbò dlo yo. Se mesye Pierre Richard Casimir minis Afè Etranje yo ki pral ranplase l annatandan yo nonmen yon lòt moun nan tèt ministè sa a. Gouvènman an pa di dekiprevyen madanm nan kite pòs la. Antouka, demisyon sa a rive apre konvokasyon Laurent Lamothe la, madi 4 jen pase a, kote palman an te montre papye ki pwouve Bernice Fidelia ak Magalie Racine, minis espò a, pa ka asire pòs sa yo paske yo gen doub nasyonalite alòske atik 172 konstitisyon an pa aksepte pou yon etranje okipe pòs minis nan peyi Ayiti.

Minista: yon danje piblik daprè òganizasyon peyizan nan Nò yo

Yon delegasyon peyizan demoli yon bout poto an siman sòlda peyi Endonezi nan MINISTA te plante nan mòn Pilbowo lè w prale Okap, dimanch maten 2 jen an. Enfòmasyon yo te bay fè konnen se apre sòlda yo te fin bouche yon ti twou a kote wout la, nan lane 2012, yo te tou drese poto sa a ak inisyal yo kòm yon moniman.

Se ak mas, mato militan yo kraze sa MINUSTHA te fè a. Nan moman sa a, anpil eslogan t ap soti nan bouch yo tankou : « Bout tè sa a se Desalin ki te mouri kite l pou nou, Li pa pou vann, Aba MINISTA, Aba kolera, Aba okipasyon, Viv Ayiti lib, granmoun ».

Nan deklarasyon mesyedam yo, yo di yo pawè kijan ak poukisa fòs okipasyon sa a ap mache idantifye yon seri espas nan peyi a. Deja gen esplwatasyon min k ap fèt ilegal, san kontwòl nan depatman Nò ak Nòdès la, li pa posib pou chak kote okipan yo pase y ap poze bòn yo.

Oganizasyon peyizan yo ki te fin patisipe nan lansman kaye revandikayon rejyon gran Nò a di yo pa erite ak Minista, yo pa ka ap plante bòn nan tè peyi Dayiti. Nan koutim pa nou an Ayiti, depi gen bòn yon kote, savledi moso tè sa a ki limite a pa pou nou. Se limit ak yon vwazen, savledi kote tè pa l la kòmanse a pa w la fini oubyen nan lòt sans lan. Se lide sa a ki t ap boujonnen e ki te manifeste lakay delegasyon an ki te soti Limonad pou vin dechouke bòn sòlda Endonezi yo te plante a. Touswit apre, yo monte yon drapo nasyonal (ble ak wouj) nan espas poto beton an. Im nasyonal la ki rele tou « La Dessalinienne » te boukle aktivite a ak satisfaksyon manm òganizasyon yo. Delege yo swete poze menm aksyon sa a chak kote Minista mete bòn li.

N ap raple Misyon Nasyonzini ki di yo vin estabilize peyi a (MINISTA) gen 9 lane depi y ap vyole, imilye pèp


Drapo manm òganizasyon yo mete nan plas poto MINISTA

ayisyen an, pase dwa granmoun peyi a anba pye. Se te nan lane 2004 sòlda etranje yo te rantre nan peyi a nan moman boulvès politik ki te kapote prezidan Jean Bertrand Aristid sou pouvwa. 9 lane apre, yo toujou la, malgre mobilizasyon nasyonal ak entènasyonal ki



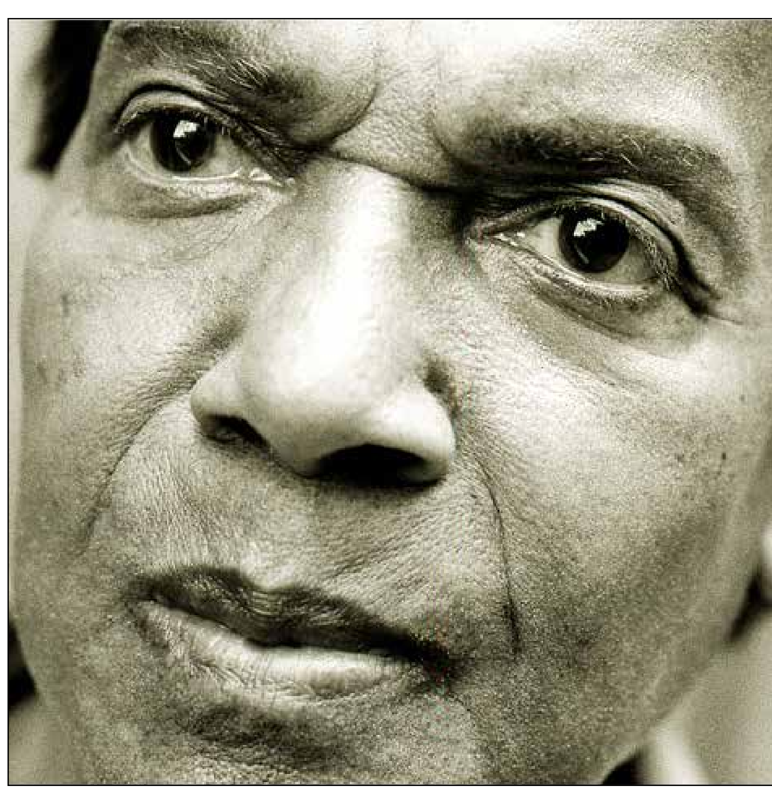
Poto sòlda Endonezi te mete nan mòn Pilbowo

pwopozisyon ki di se 27 milya dola Nasyonzini ta dwe dispoze pou dedomaje viktim yo. Gouvènman ayisyen an pa mete l akote viktim yo pou jwenn dedomajman. Men pito y ap lanse eslogan ki fè kwè yo prale, lè polis nasyonal la ka kenbe kò l pou kont li.

Chèf sivil Minista an Ayiti, Nigel Fisher a bò kote pa l fè konnen yo pap fè anpil tan menm si l pa ka di kilè y ap kite peyi a. Lifèkonnen pou kounye a 30 % nan kantitesòlda ale, rete : 2670 sòlda, 1740 polisye, 543 pèsonèl.

Jan anpil òganizasyon toujou di l, mobilizasyon se sèl fòs nou, se sèl mwayen pou Ayiti ta sispann viktim anba fòs okipasyon sa a.

LIFE CELEBRATION:
Jean-Léon Destiné
1918 - 2013


Jean-Léon Destiné

The Center for Traditional Music and Dance is proud to serve as a media sponsor for a full day of celebrations in New York City this weekend, honoring the life of Haitian dance pioneer Jean-Léon Destiné.

On Saturday, June 15th, three memorial events, organized by a committee of close friends and colleagues led by Mr. Destiné's family members, will take place in Manhattan. All three events are free and open to the public:

Memorial Mass at 1PM
St. Charles Borromeo Church
211 West 141st Street (near the corner of 7th Avenue)
New York, NY

An Exhibition at 4PM
followed by
A Performance at 6PM
The Schomburg Center for Research in Black Culture
515 Malcolm X Boulevard
(West 135th Street at Lenox Avenue)
New York, NY

The traditional dances of Haiti trace their roots to Western Africa. Having survived the Middle Passage, they flourished following Haitian independence in 1804. In the twentieth century a black consciousness movement took the dances to the stage. Jean-Léon Destiné, born in St. Marc, Haiti, pioneered this movement and was instrumental in the creation of the National Folkloric Troupe in 1949. He remains revered as the father of Haitian professional dance, having dedicated his life to bringing Haitian traditional dance forms to the world stage. His family, friends, colleagues, and students carry his pioneering spirit and vision forward, with love and respect, into the future.

FOR UP-TO-THE-MINUTE SUBWAY DIRECTIONS VISIT WWW.HOPSTOP.COM

Image above: Photo from the book, Jean Léon Destiné and His Haitian Dance Company, 1957 (public domain).

Lucie Tondreau eli Majistra nan vil Nò Miyami


Majistra Lucie Tondreau

Lucie Tondreau, yon ameriken ki gen orijin li an Ayiti sot ranpòte eleksyon pou pòs majistra nan vil Nò Miyami ki chita nan eta Florid. Lucie se yon ansyen militan, li te patisipe nan Nouyòk, Kanada ak Miyami nan tout manifestasyon sou beton an pou defann pèp Ayisyen ak peyi l Ayiti.

DGI/HAITEL: kiyès ki gen rezon sou lòt?


Franck Ciné

Direksyon Jeneral Enpo nan Pòtoprens te anonse 27 me ki sot pase yo Leta ayisyen pral sezi tout byen konpayi telefòn HAITEL genyen. Gen divès rezon ki lakoz desizyon sa a ap pran :

1- Direktè DGI a Jean Baptiste Clark Neptune di se moun ki aksyonè nan konpayi a menm ki mande pou yo poze sele sou 4 pwopriyete savledi kay yo ak tout tè yo HAITEL genyen.

2- Mesye Neptune fè konnen Haitel dwe DGI 95 milyon dola ak 2.6 milya goud lisans pou fonksyone li pa janm peye.

3- Direktè KONATEL, Jean Marie Guillaume, limenm di sezi byen sa yo ap fèt paske konpayi a fè fayit.

Se jodi mèkredi 12 jen an, nan biwo notè Jean Henry Céant y ap mete pou vann byen Haitel sa yo ki vo plis pase 5 milyon dola meriken. Prezidan konpayi telefòn HAITEL la, mesye Franck N. Ciné, bò kote pa li, nan yon konferans pou laprès li te bay, fè konnen konpayi l nan pa dwe DGI yon santim paske menmlè li t ap boule prizon, taks yo te toujou ap peye. Franck Ciné te tou pwofite denonse Laurent Lamothe kòm yon awousa yon moun ki pa janm satisfè. Nou gen pou n tounen sou dosye sa a.

Oganizasyon Nasyon Zini ap denonse vyòl sou dwa moun


Sophie de Caen

Pandan tout sektè nan peyi a ak anpil òganizasyon etranje ap manifeste pou mande pou MINISTA rale kò yo nan peyi a poutèt zak malonèt sòlda yo sou ayisyen, Oganizasyon Nasyon Zini (ONU) ki alatèt twoup etranjè sa a ap denonse vyòl k ap fèt sou dwa moun k ap viv nan kan yo. Sophie de Caen, kòdonatris biwo afò imanitè Nasyon Zini an Ayiti, di : kè l ap rache lè li wè jan y ap kraze tant yo pou fòse viktim tranblemanntè yo kite kan yo.

Pèp ayisyen an ap mande Sophie de Caen si tout akizasyon ki lanse sou MINISTA a tankou : vyol sou jenn fi ak jenn gason, volè kabrit peyizan yo, tiye moun, lage matyè nan dlo ki bay maladi kolera kote plis pase 8000 moun mouri, si tout bagay sa yo pa rantre nan vyolasyon dwa moun ?

Michel "Sweet Micky" Martelly et Laurent "konpleksé" Lamothe, chefs de file des Néo-Indiens d'Haiti?

Par Norluck Dorange

Glissements de langage? Non. Erreurs de discours? Pas vraiment. Les récentes déclarations publiques de Michel "Sweet Micky" Martelly comportent définitivement des petites phrases qui dévoilent l'énergie qui serpente la colonne vertébrale de l'équipe Tèt Kale.

Qu'un scribe présidentiel puisse placer au coeur d'un discours officiel du 18 Mai, jour de la création du drapeau Haïtien, un nouveau cliché, "l'union Indiens et des Esclaves" qui a permis de remporter la victoire, ce n'est pas une petite fausse note, comme l'a qualifié le reporter du Nouvelliste. En effet, en plus du mensonge cousu de grosses ficelles rouges, que fait Martelly, un usage plus qu'abusif, mais une vraie stratégie de communication, les distorsions des faits et symboles de notre histoire nationale sont révélateurs des manigances internes du pouvoir Kale Tèt. Loin d'être un lapsus, la silhouette de l'Indien n'a pas fréquenté par hazard le 18 Mai dernier, la tribune officielle de l'Arcahaie.

Une petite phrase hasardeuse, mais pas par hasard

Depuis ces trente dernières années, la filiation indienne est brandie dans le milieu de l'élite colorée en Haïti, comme pour gommer un passé dont elle a honte d'évoquer en public. Par lâcheté d'abord. Ensuite, par souci de ne pas se regarder dans le miroir de leur propre histoire. C'était pendant la parenthèse Michèle Bennett. Cette élite, en arrivant au pouvoir dans le lit du fiston Duvalier, se donnait maladroitement une certaine identité pré-colombienne, au milieu des makouts dont le point d'ancrage était une idéologie dite noirisme. Michèle Bennet ne s'embarassa pas pour mobiliser des intellectuels, dont un Jean Fouchard, qui devrait évoquer le statut perdu dans notre histoire de l'Indien Inconnu. La statue d'un prétendu Indien Inconnu fut placée en face de celle du Marron Inconnu au Champs de Mars de Port-au-Prince, juste en face du Palais National. Ce fut sous les yeux hagards des militaires de Namphy qu'une populace en furie déboulonna ce symbole bluffeur, après le 7 Février 1986.

Sweet Micky n'a rien lâché au hazard, à en juger par le profil qui domine son entourage au Palais National et à la Primature. Depuis quelques temps, un regroupement de personnalité ayant en commun le teint clair de leur peau, est en train de mettre en place le projet de commémorer le passage des Taïnos sur la terre d'Haïti. Cette année 2013, l'élite colorée en Haiti a trouvé son icône: Odette Roy Fombrun. Notre nonagénaire a été choisie par un groupe pour être la face visible de ce mouvement dont le but réel est de marquer une présence autrement culturelle. La première étape consiste en des festivités en l'honneur de la reine Anacaona à Léogâne.

Une élite qui brouille sans cesse son passé

En suggérant adroitement dans l'opinion leur origine indienne, notre élite colorée affiche cette carence identitaire qui la caractérise depuis toujours. Faussement puritaine et surtout calquant les moeurs bourgeoises de l'Europe française, elle a toujours caché les conditions de son arrivée sur les terres Saint-dominguoises. Cette classe que Michel "Sweet Micky" Martelly vient de ranger officiellement parmi les descendants d'Indiens Tainos, est née autrement. La majorité de ses membres ne sont autre que les fruits non-désirés du viol sauvage de leurs ancêtres du côté paternel: que le colon mâle français, exerçait contre leurs mères sans défenses, dénuées de tout droit, arrivées d'Afrique dans les cales des bateaux négriers. Le colon mâle,


Le tandem Martelly/Lamothe

voulant satisfaire sa bestialité innée ne pouvait résister devant la protubérance des fesses et des seins des nos négresses. Inutile de rappeler ici que le système esclavagiste fut, en fait la légalisation du viol de tous les droits d'une catégorie d'humains, à cause de la couleur de leur peau.

Ainsi, pour corriger ce drame intérieur, dans le cadre des révoltes devant aboutir à la guerre de l'indépendance, cette catégorie classifiée à l'époque de race hybride ou mulâtre, marquait singulièrement son indifférence par rapport à la lutte pour la liberté menée par leurs frères maternels. Il est permis de leur concéder une indulgence particulière par rapport à leur comportement de l'époque. Puisque porteurs dans leurs viscères, des gènes de la tradition africaine, en cas de conflit, les fils doivent toujours prendre le parti du père. C'est ce qu'enseigne ordinairement le patriarcat africain. Comprenons enfin que les rejetons non-désirés des blancs se soient rangés dans la position de neutralité ou du côté de leur père, le colon français. Les chefs africains, ainsi désignés dans les principaux documents d'époque, ne voulant pas cibler leurs frères de sangs "pitit menm manman", quand même, résolurent de les inviter à se joindre au combat. De négociations en négociations, on aboutira finalement aux accords du Camp Gérard. La suite, on la connaît.

Mais quand Sweet Micky a pris sur lui de mentionner "l'union des Indiens et des esclaves", loin d'être une déclaration d'inculte, il ne s'agit ni plus ni moins qu'une tentative de réécriture de l'histoire d'Haïti, une autre forme de négationnisme. Ce groupe minoritaire de la population haïtienne qui, par pur opportunisme, s'est identifié à Martelly, sa femme et au très complexé Laurent Lamothe, est en train de se ranger dans le côté cour du théâtre politique, se mettant dans la position du souffleur, derrière les rideaux des discours officiels du pouvoir Tet Kale/Kale Tet.

Un slogan à la mode depuis 2003: 50 ans… de pouvoir noir, 50 ans de médiocrité

Lors de sa réponse directe à Jean Bertrand Aristide sur Radio Scoop qui invitait le pays à se pencher sur le problème de la faim, Michel "Sweet Micky" Martelly avait sorti un argument quoique faux, mais qui sortait du registre argumentaire des "néo-indiens" d'Haiti. "Cela fait 50 ans le canal Sally Flood Way n'a pas été curé, c'est mon pouvoir qui vient de le restaurer après 50 ans, afin de faciliter l'arrosage des terres des agriculteurs de l'Artibonite". En plus du mensonge sans vergogne qui caractérisait cette déclaration, celle-ci comportait en elle-même le fameux slogan qui ralliait un groupe particulier de GNBiste avant le sabotage du bicentenaire de 2004. "50 ans de pouvoir noir" ou "50 ans de médiocrité gouvernementale" se retrouvait dans les écrits et éditoriaux produits à l'époque par quelques journalistes et chroniqueurs ayant en commun le teint clair de leur épiderme. Un ambassadeur français en poste à Port-au-Prince, n'avait-il pas repris cet argument, lors d'une interview avec une journaliste fer de lance de ce slogan. 50 ans de pouvoir noir ou médiocre, c'est aussi aujourd'hui l'essentiel du discours Martelly/Lamothe qui s'attèle à chaque discours public à enfermer dans le néant les réalisations de ses prédécesseurs au Palais National, tout en se présentant comme le seul chef d'Etat haïtien depuis 1804. D'ailleurs, un scribouillard de la diaspora (un certain doktè charlatan Keny Bastien, vivant à Orlando en Floride), parait-il, une dernière plume recrutée pour le service, n'est-il pas en train de marteler sur les fora à internet que le tandem Martelly/Lamothe est en train de faire redémarrer le pays, là où Lescot l'avait laissé en 1946.

Du Testament des Libéraux à la Re-colonisation/remorquage par la République Dominicaine

Le comportement de l'équipe Tèt Kale renvoie aux pages du document Testament des Libéraux, justement, annonciateurs des jours d'aujourd'hui. "Loin de les subir au pouvoir, ces sales nègres, nous aimons mieux nous joindre à nos frères consanguins de l'Est pour travailler avec eux à la revendication de nos droits. Autrement nous mettrons le pays en protectorat, et nos droits il est vrai, nous les exercerons en second ; en sous-main, mais ils seront les nègres, en dessous de nous." lit-on dans ce document. Regarder Lamothe et ses accointances affichées avec des gros bonnets Dominicains et avec l'Espagne, l'ancien colonisateur des "frères consanguins de l'Est". Depuis l'arrivée au pouvoir de l'équipe Tèt Kale, la République Dominicaine devient la plaque tournante d'importantes transactions financières dont la gestion relève de la signature exclusive de Laurent Lamothe pour la partie haïtienne. A titre de Ministre des Affaires Etrangères, Lamothe a été désigné comme principal Ordonnateur pour Haiti des Fonds de Pétro Caribe, une manne en termes de devises. Plus de 432 millions de dollars de contrats de gré à gré pour des travaux de reconstruction, avec des compagnies en majorité dominicaines. Remplacé au ministère des Affaires Etrangères depuis plus d'un an, la signature du numero 2 du pouvoir Tèt Kale reste

Suite à la page (16)

A propos de l'invitation du gouvernement au parlement

Par Elsie Haas


Le ministre des finances, Wilson Laleau

J'ai écouté en partie cette séance. J'ai entendu des parlementaires qui ne s'étaient pas bien préparés pour poser des questions soit anecdotiques, soit mal formulées, (ou bien c'était volontaire pour noyer le poisson), soit, à l'inverse, tellement dans une volonté d'être conséquent que faisant tâche dans le désordre ambiant.

C'était comme un match entre deux équipes, l'une gouvernementale jouant dans le désordre sans aucun respect des règles du jeu, l'autre, parlementaire , qui tente de respecter, tant bien que mal, les règles du football sans aucune chance d'arriver à marquer un but.

L'équipe gouvernementale avec Lamothe et son accent duvaliériste nasal non articulé qui lui permet d'être inaudible et de parler pour ne rien dire et ses sbires en chemise rose qui volent à son secours, a montré de manière claire que leur politique absente de vision, n'est point planifiée.

Face à cette absence de contenu, les parlementaires de leur côté ont, sciemment pour certains, pour d'autres par émotion, plongé tête baissée dans le marécage gouvernemental, au risque de se ridiculiser. Ce qui a occasionné un vrai méli-mélo, à la mode Tèt Kale, reflet de l'état des lieux à la fois de l'Exécutif et du Parlement.

Un spectacle aussi pénible que les banderoles, photos et autres publicités à la gloire de Martelly et de Lamothe qui, comme dans toute dictature qui se respecte, fleurissent à travers le pays.

Des questions importantes telles que, la gestion des mines, celle des taxes illégales sur les appels et les transferts d'argent, l'éducation pour tous, la relance de l'agriculture, les mesures pour parer aux cyclones à venir, etc, n'ont pas été abordées.

Pour conclure, on peut supposer que les ambassades des pays amis ont suivi avec attention cette séance et ont trouvé confirmation du bien-fondé de leur initiative de propulser Martelly à la tête de l'Etat haïtien, comme ils l'avaient fait avec Duvalier.

Le champagne a dû couler à flots pour saluer le retour aux affaires des comédiens, après + de 25 ans de lutte du peuple haïtien pour la démocratie, LES COMEDIENS

A propos de cette séance parlementaire carnavalesque, j'ai lu ça sur le net : « Franky Exius (Sud) a présenté une vidéo, qui, non seulement, prouve que des travaux prévus n'ont, en fait, jamais été mis en œuvre, mais surtout a démenti, de façon flagrante, les assertions du ministre de l'agriculture Jacques Thomas.

Par ailleurs, plusieurs anomalies ont été relevées durant cette séance, notamment l'interruption de la diffusion de la séance par la télévision nationale d'Haïti (Tnh), juste au moment où le sénateur Jean-Charles Moïse intervenait pour questionner le gouvernement de Laurent Lamothe.

Un journaliste d'une télévision privée a été frappé à la tête par des agents de sécurité du parlement, sa caméra vidéo a été également brisée. Malgré leurs cartes d'accréditation, plusieurs autres journalistes se sont vus refuser l'accès à la salle de séance du sénat.

L'exercice, de confrontation, au sénat de la république, le 4 juin 2013, est intervenu dans une période de grande incertitude au sujet des finances publiques.

Des dépenses jugées grossières et inutiles, par parlementaires et hommes politiques qui dénoncent les 40 millions de gourdes allouées à la célébration des deux ans de Joseph Michel Martelly à la présidence de la république.

Devant les sénateurs, le ministre des finances, Wilson Laleau, a déclaré ne pas être au courant du déblocage d'un montant de 40 millions de gourdes pour la célébration des 2 ans de Martelly au pouvoir.

D'où viennent alors les fonds dépensés pour les fastes et les multiples affiches de propagande gouvernementale et de culte de la personnalité (interdit par la Constitution) déployés à l'occasion du 14 mai 2013, marquant le deuxième anniversaire de prestation de serment de Martelly ?

En 2013, les risques de catastrophes sont tout aussi préoccupants, d'autant que l'on annonce une saison cyclonique particulièrement active et que le pays connaît une situation assez aiguë d'insécurité alimentaire.

Tout cela néanmoins ne semble pas suffire à faire ciller l'administration Martelly-Lamothe, ni à la dérouter de ses orientations premières.

Le ministre des finances, a formellement démenti récemment les perspectives d'un déficit budgétaire pour l'exercice fiscal 2012-2013 (1er octobre 2012 au 30 septembre 2013). Le nouveau mot-clé de l'actuelle administration politique est désormais « manque à percevoir ».

Et ça : Pour contrecarrer le mouvement de protestation, des manifestants pro-gouvernementaux, en nombre réduit, ont lancé des jets de pierres sur les manifestantes et manifestants anti-Lamothe. « Des gens sont allés nous chercher (à la maison) pour

Suite à la page (16)

Conférence continentale pour le départ de la Minustah
Présentation du représentant d'Algérie

Voici la présentation du représentant d'Algérie, le député Salim Labatcha du Parti des Travailleurs algériens à la conférence continentale du 31 mai au 1er Juin 2013, à Port-au-Prince, pour le retrait des troupes de l'ONU, la MINUSTAH d'Haïti



De gauche à droite le sénateur Moise Jean-Charles, le représentant d'Algérie, le député Salim Labatcha et un journaliste

Monsieur le Président de la conférence continentale pour le retrait des troupes de L'ONU en Haïti

Mesdames et Messieurs,

Honorable assistance,

Tout en saluant les femmes et les hommes de bonne volonté qui se sont déplacés des quatre coins du monde en Haïti, je voudrais tout d'abord exprimer ma reconnaissance à toutes et à tous ceux qui ont travaillé à l'organisation de cet évènement de l'Histoire de Haïti, et les remercier à cet égard pour l'accueil amical, fraternel et humain dont nous sommes entourés.

Pour mon pays l'Algérie, pour mon Parti « le Parti des Travailleurs » et pour moi-même, c'est un honneur d'être aujourd'hui parmi vous toutes et vous tous, et surtout avec vous en cette terre et sur cette terre de Haïti, et parmi mes sœurs et mes frères Haïtiens.

Mon pays, l'Algérie, est indépendant depuis 50 années. Il a subi le joug du colonialisme pendant 132 ans. Notre pays et notre peuple connaissent et apprécient à leur juste valeur la liberté, la valeur de la gestion de leurs propres affaires par leurs propres enfants, la valeur de la dignité de femmes et d'hommes libres sur la terre de leur propre pays. La souveraineté de l'Algérie a été arrachée par la lutte de tout un peuple, par une révolution menée par son Armée de Libération Nationale et par le sacrifice d'un million et demi de martyrs qui ont irrigués de leur noble sang la terre algérienne, devenue libre et souveraine dans ses décisions depuis 50 ans.

Aujourd'hui, nous sommes en Haïti pour conforter le peuple haïtien dans sa demande du retrait des troupes de la MINUSTAH. Haïti a repris sa place, sa souveraineté totale doit lui revenir intégralement. Ses institutions se sont relevées, sa police nationale s'est reconstituée. La mission est terminée pour la MINUSTAH. La raison d'être de cette force onusienne est finie. La stabilisation d'Haïti doit être réalisée par les Haïtiens eux même.

Le peuple d'Haïti, les partis politiques d'Haïti et la société civile d'Haïti ont su tirer les leçons des circonstances et des conjonctures qui ont amené les différentes missions onusiennes sur le sol d'Haïti depuis 1993.

Vingt années de souffrances sont amplement suffisantes pour qu'un peuple sache ce qui est bon pour lui, et ce qui est meilleur pour son pays.

Les Nations Unies doivent prendre en considération, et respecter la libre volonté d'Haïti.

Haïti ne doit pas être sous tutelle de qui que ce soit.

C'est un pays libre, indépendant et souverain.

Le peuple haïtien est assez sage et mûr pour gouverner dans la liberté, la transparence et la démocratie.

En Algérie, le peuple milite pour l'indépendance et l'autodétermination de chaque pays et de son Etat, tout comme il milite pour la volonté du peuple palestinien. Algérie, disais-je, est maitresse de ces décisions, elle est souveraine, et n'accepte aucune ingérence dans ses affaires internes ; tout comme, elle s'interdit de s'ingérer dans les affaires internes des pays frères et amis. Dans ce contexte je vous rappelle la position de l'Algérie par rapport aux conflits Libyen et Malien, ainsi que la Conférence d'Urgence, organisée conjointement par le Parti des Travailleurs et l'Union Générale des travailleurs Algériens sous le mot d'ordre contre l'ingérence étrangère, contre l'intervention militaire étrangère, et pour la souveraineté des peuples.

Les pays du Nord de l'Afrique et le Sahel de l'Afrique connaissent, actuellement, des perturbations internes. Notre pays, peuple et Etat s'interdisent de s'ingérer. Nous, peuple et Etat aidons ces pays à titre humanitaire. Nous n'avons pas de leçons à leur donner, et nous ne voulons pas en recevoir. Certaines voix, certains canaux biens pensants ont voulu et veulent toujours nous en donner. Nous avons fait notre révolution armée pour rejeter le colonialisme. Pour cela, certaines puissances militaires dont celle des Etats Unis et autres pays capitalistes, exercent des pressions sur mon pays pour faire de nous, « le gendarme du sahel ». Notre refus, nous met dans l'œil du cyclone, notamment par la présence de soldats US dans le Sud de l'Espagne, prêts à intervenir le cas échéant, sans oublier les évènements du Sud algérien, notamment l'attaque du site gazier de Tiguentourine, et les tentatives des ONG à la solde de la CIA, pour instrumentaliser la revendication sociale (emploie de jeunes relèvement des salaires et autres) à des fins politiques en vue de la déstabilisation de l'Algérie.

Nous avons déjà constaté le résultat de leurs ingérences, par la situation chaotiques en Irak, la somalisation de la Lybie et le Mali, et aujourd'hui la Syrie sous le slogan du « printemps arabe » ou plutôt le KOarabe.

Nous avons, récemment, dans les années 90, vécu l'enfer du terrorisme qui est en fait au service et aux ordres des puissances capitalistes que nous avons vaincues par notre résistance sous toutes les formes pour la sauvegarde de notre République, d'ailleurs au Parti des Travailleurs, nous avons milité pour la restauration de la paix par le dialogue avec et entre Algériens, pour l'arrêt de l'effusion du sang. Nous connaissons le lourd prix à payer. Ce ne sont pas ces voix ni ces canaux biens pesants qui le payent, durant cette décennie, le FMI et la MB profitant de la situation, nous a imposé un plan d'ajustement structurel, qui nous a coûté la fermeture de 1500 entreprises, et la perte de milliers d'emplois plus exactement 12000 postes de travail.

La souveraineté d'un peuple est une chose inappréciable, elle n'a pas de prix. Comme le dit ci-bien l'écrivain français André Malraux "Une vie n'est rien, mais rien ne vaut une vie", cela vaut pour cette liberté souveraine du peuple haïtien, et pour cette souveraineté libre du peuple haïtien.

Le temps est venu pour l'ONU de retirer ses troupes du sol sacré d'Haïti. La MINUSTAH ne doit pas servir de couverture et de faire-valoir aux lobbies de l'argent et des affaires sur le dos et contre les intérêts du peuple Haïtien. Cette mission onusienne a terminé son sale boulot. Que le peuple d'Haïti reprenne sa destinée entre ses propres mains et conformément à sa propre volonté.

Nous avons remercions de votre attention.

Et nous réitérons les salutations amicales et fraternelles du peuple algérien, et de celles de notre Secrétaire Générale du Parti des Travailleurs, La camarade Louisa Hanoune, et du Secrétaire Générale de l'Union Générale des travailleurs Algériens, le camarade Abdelmadjid SIDI-SAID et de tous les militants de notre parti et les adhérents et de notre organisation syndicale.

Nous souhaitons tous le succès à notre Conférence Continentale.

Réaction de la MINUSTAH à la résolution du Sénat sur son départ d'Haïti





Nigel Fisher de la Minustah

Par Nigel Fisher

Lettre ouverte du Représentant spécial du Secrétaire général a.i. Nigel Fisher

Port-au-Prince, le 5 juin 2013

J'aimerais clarifier certains malentendus au sujet du statut actuel du déploiement de la MINUSTAH en Haïti et concernant les plans pour l'avenir de la Mission. La MINUSTAH a déjà enclenché la réduction de sa présence en Haïti. Au cours des deux dernières années, le budget de la Mission a été réduit de 30% et la MINUSTAH a vu le départ de 2,670 soldats, 1,740 policiers ainsi que 543 membres du personnel civil.

Depuis février de l'année courante, le Gouvernement d'Haïti et la MINUSTAH ont initié des discussions au sujet d'un plan de consolidation pour le retrait de la MINUSTAH qui entrevoit des réductions additionnelles significatives à l'avenir, liées à des objectifs spécifiques et des indicateurs clés pour le développement des capacités et des effectifs de la Police Nationale d'Haïti (PNH); le renforcement de l'Etat de droit et le respect pour les droits humains; le raffermissement des mécanismes judiciaires et de contrôle; le développement des capacités électorales; le renforcement des capacités locales de gouvernance; et le soutien à un dialogue inclusif. Le 20 mars, j'ai présenté un résumé de ce plan au Conseil de sécurité des Nations Unies.

En collaboration étroite avec le Gouvernement, nous sommes à présent en train de raffiner ce plan afin d'assurer qu'il est réalisable et qu'il contient des indicateurs clairs pour le renforcement des institutions nationales et la réduction de la présence de la MINUSTAH. Par exemple, le plan comprend un indicateur clé concernant l'augmentation des effectifs de la Police Nationale d'Haiti (PNH) à 15,000 agents d'ici 2016. Nous avons établi un groupe conjoint de travail qui fait le suivi de la mise en oeuvre de ce plan. Je suis convaincu que les acteurs haïtiens et internationaux s'accordent sur le fait que le retrait progressif et ordonné de la MINUSTAH d'Haïti est désirable et nécessaire. Ils sont aussi d'accord que ce retrait soit lié au renforcement graduel d'institutions clés en matière de sécurité, élections et Etat de droit.

Au cours des derniers mois, j'ai eu l'opportunité de discuter au sujet du plan de consolidation aussi avec les parlementaires, les chefs d'un certain nombre de partis politiques, les représentants de la société civile, ainsi qu'avec les membres de la communauté internationale. Le but de ma récente tournée dans quatre pays d'Amérique Latine était d'expliquer et de discuter du plan de retrait. Les représentants des gouvernements de ces quatre pays – qui sont entièrement engagés en faveur du succès d'Haïti ainsi que de sa stabilité et son avenir prospère – ont salué ce plan, pourvu que ce retrait soit ordonné et directement lié à des améliorations mesurables dans les capacités des institutions susmentionnées.

La MINUSTAH compte continuer ce processus de dialogue transparent au sujet de la mise en oeuvre du plan de retrait avec le Gouvernement, les parlementaires ainsi que les membres de la société civile. J'invite tout interlocuteur intéressé de consulter la version initiale du plan de consolidation de la MINUSTAH qui est inclus en annexe au Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la MINUSTAH paru le 8 mars 2013. Le document est disponible sur le site des Nations Unies à l'adresse Internet suivante: http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2013/139.

De plus, je tiens à clarifier un malentendu au sujet des ressources financières de la MINUSTAH. Ces ressources proviennent du budget

Suite à la page (16)

Dissatisfaction Growing with the Martelly-Lamothe Government



Demonstrations like this one demanding government action are multiplying across Haiti.

by Thomas Péralte

In recent months, demonstrations have erupted in different parts of Haiti demanding electricity, river dredging, road and bridge construction, support for farmers, and the building of schools and hospitals.

The people of Rivière Grise, a neighborhood located in the capital's vast slum of Cité Soleil, demonstrated last week to demand that the river be cleaned of garbage and debris as the danger of flooding approaches with the summer hurricane season.

On Jun. 5, residents of the lower Artibonite Valley blocked National Highway # 1 (which runs between Port-au-Prince and Haiti's North) at Pierre-Payen, Périsse, Carrefour-Peille, Bois-neuf, Liancourt, and Pont-Sondé to demand electricity, among other things. Demonstrators used trucks to barricade the road at various points, turning back vehicles travelling along it.

Meanwhile, one of the five E's of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe is supposed to be energy. Nevertheless, various parts of the capital are mostly plunged into darkness. Only five or six hours of electricity are provided in some places. Lamothe announced at the beginning of 2013 that within six months, Port-au-Prince would have electricity 24 hours a day. The government has clearly not fulfilled this promise, among many others.

As the hurricane season begins, some 320,000 internally displaced persons (IDPs) remain homeless after the Jan. 12, 2010 earthquake three and a half years ago. This figure includes, according to the latest count, 166,158 women and 153,893 men still living in tents in 385 camps scattered around the capital and its vicinity. Some 22% of IDPs live in 86 camps that are very vulnerable to natural disasters including floods and landslides. This also puts them at greater risk for the spread of diseases such as cholera and H1N1 avian flu. More than three years after the earthquake, some 73,000 Haitians are threatened with forced evictions, while some 1.5 million Haitians are living in food insecurity.

In Parliament's last two Finance Laws for Fiscal Years 2011-2012 and 2012-2013, lawmakers budgeted 10 million gourdes ($231,414) for each of the country's communes (counties). But with only four months remaining until the end of fiscal year 2012-2013, these laws have not been implemented in several municipalities. The executive instead has used these funds to bargain with and corrupt some unscrupulous parliamentarians.

When summoned to testify before the Senate on Jun. 4, Prime Minister Lamothe said that his government had released about 15 billion gourdes ($347.12 million) after Hurricane Sandy last autumn to solve urgent problems, almost 13 billion gourdes of it from funds provided by Venezuela's PetroCaribe deal.

So although 15 billion gourdes have been released during the first half of 2013, most peoples' needs are still not met, and demonstrations are increasing. Prime Minister Lamothe was unable to present a clear report on how these disbursed funds have been administered. Senate President Simon Dieusel Desras stopped a no-confidence vote against Lamothe's government on Jun. 4, but, if popular ire continues to rise, the Senate can be expected to organize another no-confidence vote soon that will determine the future of Lamothe's government.

Food Aid Reform Becomes More Urgent as Food Insecurity and Malnutrition Increase

by the Center for Economic and Policy Research



Haiti's First Lady Sophia Martelly heads the "Aba Grangou" program, which has been criticized for being ineffective

The Associated Press' Trenton Daniel takes a look at high levels of malnutrition and food insecurity in Haiti, reporting that: "Three years after an earthquake killed hundreds of thousands and the U.S. promised that Haiti would 'build back better,' hunger is worse than ever. Despite billions of dollars from around the world pledged toward rebuilding efforts, the country's food problems underscore just how vulnerable its 10 million people remain.

"In 1997 some 1.2 million Haitians didn't have enough food to eat. A decade later the number had more than doubled. Today, that figure is 6.7 million, or a staggering 67% of the population that goes without food some days, can't afford a balanced diet or has limited access to food, according to surveys by the government's National Coordination of Food Security. As many as 1.5 million of those face malnutrition and other hunger-related problems."

The AP article follows the release last week of a USAID-sponsored "Famine Early Warning System Network" report that warns that "the early depletion of food supplies from bad harvests, the growing dependence for poor households on market, and a reduction in agricultural employment opportunities have contributed to the increasingly widespread acute food insecurity throughout the country. Many municipalities are currently in crisis."

Late rains, seed shortages (driving up seed prices), and withering crops that were planted early are factors contributing to climbing food prices, the report states.

Daniel surveys some of the government's responses to the challenge. One of the more hopeful efforts to tackle hunger in Haiti that Daniel describes is the Petrocaribe-funded program "Aba Grangou":

"Shortly after taking office, President Michel Martelly launched a nationwide program led by his wife, Sophia, called Aba Grangou, Creole for "end hunger." Financed with $30 million from Venezuela's PetroCaribe fund, the program aims to halve the number of people who are hungry in Haiti by 2016 and eradicate hunger and malnutrition altogether by 2025. Some 2.2 million children are supposed to take part in a school food program financed by the fund.

"Eberwein, whose government agency oversees Aba Grangou, said 60,000 mothers have received cash transfers for keeping their children in school. A half million food kits were distributed after Hurricane Sandy, along with 45,000 seed kits to replenish damaged crops, he said. Mid- to long-term solutions require creating jobs.

"But the villagers in the Belle Anse area say they've seen scant evidence of the program, as if officials have forgotten the deaths in 2008 of at least 26 severely malnourished children in this very region. That same year, the government collapsed after soaring food prices triggered riots."

The article notes that USAID, which has awarded $1.15 billion in contracts and grants to for work in Haiti since the 2010 earthquake, has devoted only two-thirds as much ($20 million) to a post-Hurricane Sandy food program as the Petrocaribe-funded Aba Grangou. Not to worry – AP cites an expert who assures readers that were people not receiving the aid, they would riot:

"USAID has allocated nearly $20 million to international aid groups to focus on food problems since Hurricane Sandy, but villagers in southern Haiti said they have seen little evidence of that.

"Despite the discrepancy, one public health expert said there's sufficient proof that at least some of the aid is reaching the population. Were it not, Richard Garfield said, Haiti would see mass migration and unrest.

"'Overall aid has gotten to people pretty well. If aid hadn't gotten to people that place would be so much more of a mess,' said Garfield, a professor emeritus at Columbia University's Mailman School of Public Health and now a specialist in emergency response at the U.S. Centers for Disease Control and Prevention. 'You'd see starvation and riots ... The absence of terrible things is about the best positive thing that we can say.'"

But as has been discussed repeatedly in news articles, on CEPR's blog, and elsewhere – and as former president Clinton has admitted – U.S. food assistance policies are in large part responsible for the destabilization of Haitian agriculture and the related prevalence of food insecurity and malnutrition. As we have previously noted, Chemonics, by far the largest single recipient of USAID funds, used to be a sister company to Comet Rice, which was a central player in this tragedy.

Proposed reforms to such food aid practices made by the Obama administration could assist an additional four million people for the same amount of funds, according to USAID; the Center for Global Development (CGD) estimates as many as 10 million more. As CGD's Beth Schwanke describes, these proposals would "relax in-kind and cargo preference requirements on emergency aid, shift $250 million of non-emergency food aid into a new account without in-kind restrictions, and eliminate monetization." But these and other proposed reforms are being strongly opposed by vested interests that profit from the current system, at Haitians' expense.

Entretien avec le dirigeant du PC Turc Kemal Okuyan et Communiqué du Parti communiste turc !


Personne n'a été capable de prévoir l'ampleur de ce que nous connaissons en ce moment. Le gouvernement ne le pouvait pas. L'opposition officielle non plus, ni la gauche d'ailleurs


C'est un soulèvement populaire. Les gens sont en colère. Ceux qui sous-estiment l'opposition à Erdogan et à l'AKP doivent commencer à reconsidérer leur vision des choses. Ceux qui pensent qu'il y aura la paix et la démocratisation avec Erdogan doivent faire de même

« Personne n›a vu arriver un mouvement d›une telle ampleur »

Le rédacteur en chef du quotidien SoL et membre du Comité central du Parti communiste de Turquie, Kemal Okuyan, a répondu aux questions concernant la lutte de Gezi Park qui a débouché sur un grand mouvement. Okuyan a apporté son éclairage sur des questions actuellement débattues : « Où va la Turquie », « est-ce une situation révolutionnaire », « S'agit-il du printemps turc ? »

Q: S'attendait-on à un mouvement social de cette ampleur ?

Kemal Okuyan : Ce qu'on apprend de l'histoire, c'est que les grands mouvements sociaux sont généralement des mouvements qui ne peuvent être prévus. Si on pouvait prévoir quand un système atteint ses limites, les acteurs en question pourraient se préparer en conséquence. Que cela débouche sur quelque chose de positif ou non, ils tentent d'en contrôler l'issue. Quand cela se passe comme ça, la fiction l'emporte sur le mouvement réel. Le rapport de force ne peut pas bouger et par conséquent, ce grand mouvement social ne voit pas le jour. Personne n'a été capable de prévoir l'ampleur de ce que nous connaissons en ce moment. Le gouvernement ne le pouvait pas. L'opposition officielle non plus, ni la gauche d'ailleurs. Il y a eu quelques signes avant-coureurs, certains ont été capables de réaliser que l'affrontement pourrait aller loin et personne n'a été capable de prévoir ce qui se passe maintenant. C'est important. Le climat politique et idéologique en Turquie est désormais bien différent que celui d'il y a 4-5 ans. Pas complètement différent mais à une échelle qui ne peut pas être minimisée.

Q: Qui se cache derrière l'importance et la profondeur du mouvement ?

Kemal Okuyan : Si je le disais de façon directe, crue, c'est la culmination de la riposte, même de la haine, envers le gouvernement AKP et en particulier envers Erdoğan, qui atteint un niveau incroyable. Nous étions bien conscient de cela. Mais ce que nous avions oublié, c'est que ce sentiment de haine envers Erdoğan s'était renforcé, accumulé dans les mêmes proportions qu'Erdogan devenait de plus en plus arrogant, se gonflait de son sentiment d'impunité. D'autre part, tout le monde prenait cette haine comme quelque chose qui faisait partie du décor, mais qui était sans incidence pratique ou, on avait l'impression que cela ne débouchait sur rien. Mais la haine ne peut pas rester contenue. Si elle trouve un débouché, elle éclate. Tayyip Erdoğan peut être fier, il est devenu un point de convergence de haines, comme rarement on en a connu dans l'histoire.

Q: Est-ce aussi simple, en d'autres termes, tout peut-il être réduit à la rage contre Erdoğan?

Kemal Okuyan : Bien sûr que non. Mais il faut lui donner l'importance que cela. Par exemple, si il n'y avait pas une telle figure dominante, disons, que c'est Abdullah Gül qui serait à la tête de l'AKP, le niveau de la riposte aurait été bien plus canalisé à un niveau normal. Erdoğan est

Suite à la page (16)

Communiqué du Parti communiste turc !

« Ouvrir une perspective dans les intérêts de la classe ouvrière »

1 – Cela fait plusieurs jours que la Turquie est le théâtre d'un authentique mouvement populaire. Les actions, manifestations qui ont commencé à Istanbul et qui se sont étendues sur toute la Turquie sont autant massives, légitimes qu'historiques. Le plus important, c'est le changement frappant dans l'état d'esprit de notre peuple. La peur et l'apathie ont été surmontées, et le peuple a pris confiance.

2 – Le Parti communiste de Turquie a été partie intégrante du mouvement populaire dès le premier jour et a mobilisé toutes ses forces, essayé de renforcer le caractère prolétarien et révolutionnaire du mouvement, s'efforçant d'apporter une forme de discipline et de maturité, organisant un certain nombre d'actions et de manifestations. Dans le processus, les forces de police ont mené une charge virulente contre le siège de notre parti à Ankara. Dans toute la Turquie, plusieurs membres du parti ont été arrêtés et blessés. Il y a eu même certaines tentatives d'enlèvement de cadres de notre parti. Mais ces provocations contre notre parti ont été mises en échec.

3 – L'accent que nous mettons sur le rôle du TKP ne vise pas à minimiser la nature spontanée du mouvement ou la contribution d'autres acteurs politiques. Au contraire, le TKP insiste bien sur le fait que ce mouvement a une dimension qui va bien au-delà de l'impact de tel acteur politique ou de quelle que forme d'opportunisme politique que ce soit.

4 – L'appel lancé par les masses à la démission du gouvernement est un fait dans ce mouvement. Bien qu'il soit évident qu'une alternative de gauche ne puisse pas être construite « dès maintenant », cette exigence doit être portée haut et fort. Une perspective favorable à la classe ouvrière ne pourra se dessiner qu'en profitant de l'énergie qui sortira de ce moment historique. Le TKP se concentrera sur ce point et dénoncera la véritable portée de fausses alternatives telles que la « formation d'un gouvernement national », qui vont être mises en avant et tromperont les travailleurs en leur faisant croire que la crise pourra être surmontée de cette façon.

5 – Sans aucun doute, les tenants de l'ordre politique tenteront de calmer le peuple, de reprendre le contrôle des événements et y compris essaieront de retourner la situation à leur avantage. Ils pourront obtenir des succès temporaires. Même dans ce cas, le mouvement populaire ne doit pas être une opportunité manquée. Le TKP est prêt pour une phase de lutte obstinée mais intense.

6 – Afin d'agir ensemble, les différentes branches du mouvement socialiste partageant les mêmes objectifs et les mêmes préoccupations doivent prendre immédiatement la mesure de l'émergence de ce mouvement populaire. Le TKP, sans interrompre ses missions et activités quotidiennes, va agir de façon responsable sur cette question et s'efforcer de créer une plate-forme commune sur la base des exigences urgentes ci-dessous.

7 – Afin de mettre en échec les plans du gouvernement visant à diviser le mouvement populaire entre une partie illégitime et l'autre légitime, toutes les forces doivent éviter toute action qui pourrait nuire à la légitimité du mouvement. C'est le pouvoir politique qui attaque. Le peuple doit légitimement se défendre sans tomber dans le piège de la provocation tendu par le gouvernement.

8 – Quand les masses scandent leur slogan « Démission du gouvernement », les négociations limitées à l'avenir du parc Taksim-Gezi n'ont aucun sens. Le gouvernement feint de ne pas comprendre que les vieux équilibres ont été complètement bouleversés et qu'ils ne pourront pas être rétablis. Tout le monde sait que le mouvement populaire n'est pas le produit du seul souci pour les arbres du parc Gezi. La colère du peuple porte sur les projets de rénovation urbaine, la toute-puissance du marché, les interventions envahissantes dans la diversité des modes de vie, l'Atlantisme et la subordination aux États-Unis, les politiques réactionnaires, et l'attitude belliciste vis-à-vis du peuple syrien. L'AKP ne peut pas tromper le peuple turc avec son discours du « Nous planterons plus d'arbres que ceux que nous allons déraciner ».

9 – Il faut nous retrousser les manches, afin de créer une alternative dans les intérêts des travailleurs, il faut que le mouvement se porte sur certaines revendications concrètes. Ces revendications peuvent être actées en cas de démission du gouvernement ou d'Erdogan :

a) Le gouvernement doit annoncer que les projets qui comprennent la démolition du parc Gezi et du Centre culturel Ataturk sont annulés ;

b) Ceux qui ont été placés en garde à vue durant la résistance doivent être libérés et toutes les charges contre eux doivent être abandonnées immédiatement ;

c) Tous les agents de l'État dont les crimes sont avérés par les rapports des commissions formées par le Syndicat des associations du barreau et autres associations d'avocats locales doivent être relevés de leurs fonctions ;

d) Les tentatives de faire obstacle au droit du peuple à obtenir de véritables informations sur les événements doivent cesser immédiatement ;

e) Toutes les interdictions concernant les réunions, manifestations et défilés doivent être levées ;

f) Tous les obstacles de fait ou de droit qui empêchent la participation politique du peuple, y compris le seuil de barrage à 10% et les articles anti-démocratiques de la « loi sur les partis politiques », doivent être supprimés ;

g) Toutes les initiatives qui tentent d'imposer un seul mode de vie à tout le monde doivent cesser ;

10 – Ces revendications urgentes n'affecteront d'aucune manière notre droit et notre devoir consistant à s'opposer au pouvoir politique. La riposte populaire au gouvernement doit être renforcée, et les efforts doivent se concentrer sur l'élaboration d'une véritable alternative sur la scène politique.

11 – Le drapeau turc, avec étoile et croissant, qu'on a tenté d'utiliser pour offrir une couverture aux attaques réactionnaires et chauvines contre les travailleurs, les militants de gauche, les Kurdes après le coup d'Etat militaire fasciste du 12 septembre 1980, est désormais repris des mains des fascistes par le peuple turc et a été remis entre les mains de Deniz Gezmis [NdT : militant révolutionnaire fondateur d'un groupe armé d'extrême-gauche après 1968, axé sur la libération de la Turquie de l'emprise de l'impérialisme américain, il est arrêté puis exécuté en 1972], un drapeau parmi les patriotes turcs.

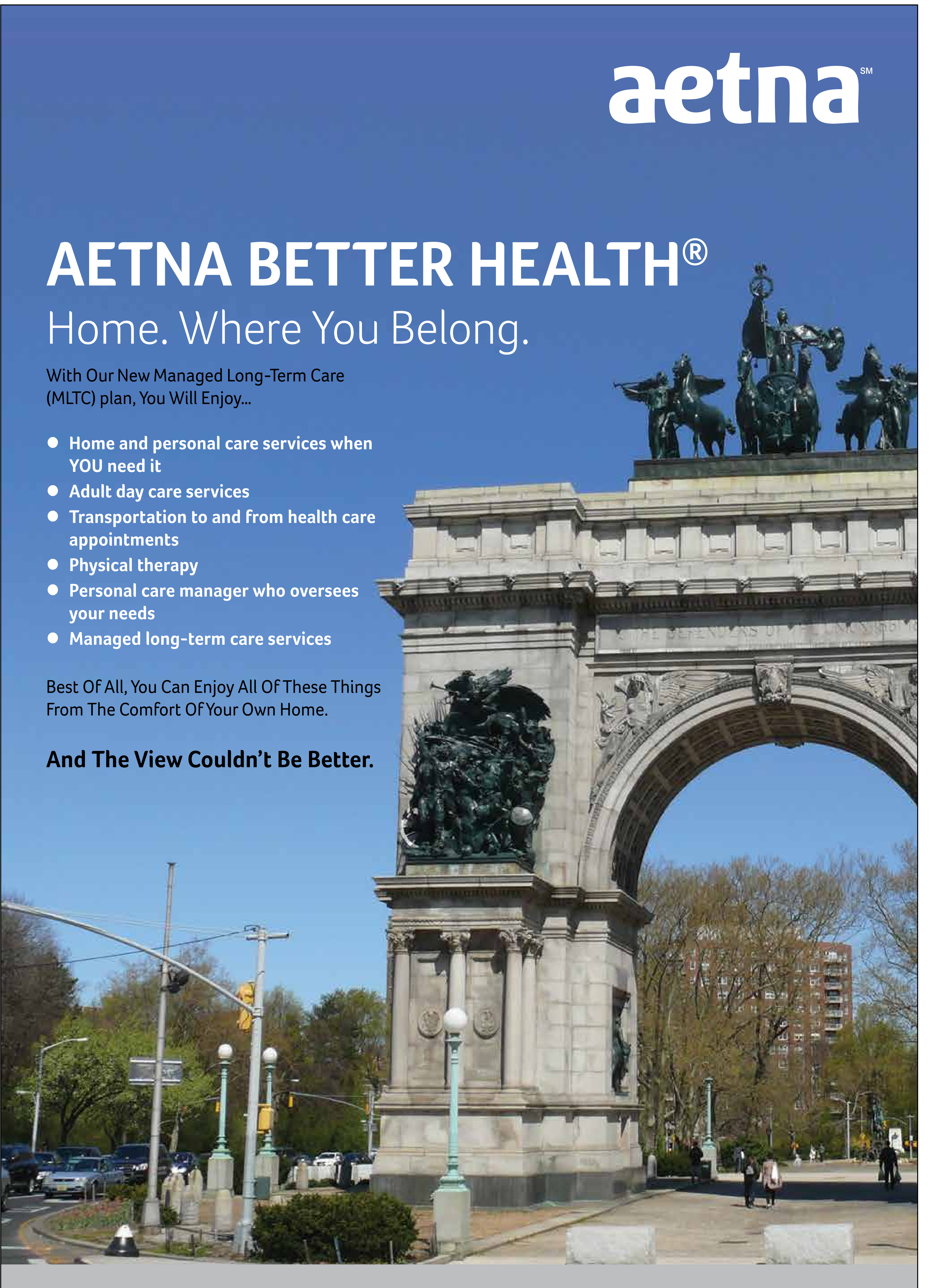

Deniz Gezmis : militant révolutionnaire fondateur d'un groupe armé d'extrême-gauche après 1968, axé sur la libération de la Turquie de l'emprise de l'impérialisme américain, il est arrêté puis exécuté en 1972

12 – Le mouvement populaire, depuis le début, n'a cessé de lutter contre la sinistre stratégie consistant à monter une communauté contre une autre en Turquie. Il nous faut maintenir cette attitude, ne cédant aucune place au chauvinisme ou au nationalisme trivial.

13 – En lançant un appel à nos frères et nos sœurs kurdes, nous avons déjà déclaré qu' « il ne peut y avoir aucun accord de paix avec l'AKP ». Il ne peut y avoir aucun accord avec un pouvoir que son propre peuple désavoue, et dont la véritable face a été révélée. Les dirigeants politiques kurdes doivent abandonner « tout espoir d'aller plus loin dans le rapprochement avec l'AKP », et doivent devenir une composante forte d'un mouvement populaire uni, patriotique et éclairé.

14 – Nos citoyens qui ont perdu leurs vies, victimes des forces de police du pouvoir en place, ont sacrifié leurs vies au nom d'une lutte juste et historique. Notre peuple n'oubliera jamais leurs noms, et ceux qui sont responsables de leur mort doivent en payer le prix devant la justice.

Solidarité Internationale
6 juin 2013



aetna SM
AETNA BETTER HEALTH®
Home. Where You Belong.
With Our New Managed Long-Term Care
(MLTC) plan, You Will Enjoy...
● Home and personal care services when YOU need it
● Adult day care services
● Transportation to and from health care appointments
● Physical therapy
● Personal care manager who oversees your needs
● Managed long-term care services
Best Of All, You Can Enjoy All Of These Things
From The Comfort Of Your Own Home.
And The View Couldn't Be Better.
Keeping You Healthy. Keeping You Home.
Visit www.aetnabetterhealth.com/ny/ or call 1-855-456-9126.
©2013 Aetna Inc.

Suite de la page (10)

un catalyseur aux effets démultiplicateurs. Mais le mouvement compte régler des comptes avec les traits fondamentaux de la mentalité qu'a incarné l'AKP … l'exception étant sa base de classe … l'esprit réactionnaire et la collaboration de classe ont été l'arrière-plan idéologique et Erdoğan s'est placé au premier plan. Le premier ministre dit : « Ce n'est pas une question d'arbres » … je ne peux pas croire qu'il ait dit cela … En fin de compte, ce n'est plus une question d'arbres ou de parc Gezi. C'est un comble ! Il ne réalise pas le niveau de rage et de haine qu'il a suscité.

Q: Le trait dominant de l'AKP, c'est son adoption de l'économie de marché … quel lien avec les événements ?

Kemal Okuyan : Bien, vous ne pouvez pas vraiment esquiver la question en disant tout simplement qu'il s'agit d'une réaction de la classe pose une étiquette qu'il nous convient sur ce groupe, alors on fait une grosse erreur. La Gauche a, pendant des années, méprisé ces couches moyennes, en les qualifiant de « Turcs blancs » … La rigueur idéologique, c'est important, tout comme l'instinct de classe. Mais nous devons éviter toute simplification excessive. Deuxièmement, c'est la structure de la classe ouvrière en Turquie. Il y a des limites à l'organisation sur le lieu de travail d'une masse de travailleurs précaires, toujours obligés de migrer pour faire face au chômage. Il est temps de regarder à la localisation des travailleurs d'une autre façon. Nous avons laissé la classe ouvrière aux structures syndicales, mais il n'y a aucune base solide. Le pays se soulève et les syndicats sont introuvables. Aucun outil qui mobilisera la classe ouvrière pour en faire la force dirigeante du mouvement, la force dominante ! Dans les incidents précédents, c'était le rôle de structures politiques, et c'était



Kemal Okuyan, rédacteur en chef du quotidien SoL et membre du Comité central du Parti communiste de Turquie

rage. Les acteurs politiques qui partagent cette rage ont bien entendu été capables de se greffer sur cette rage générale, et ils ont répondu présent Etats-unis, le grand capital et la secte de Gülen, en le laissant vulnérable et sans défense lui ont montré la conséquence de l'affaire de Reyhanli. Je ne suis pas sûr si je me fais comprendre. La semaine dernière, le nom de Sarıgül a été constamment mentionné comme candidat pour la mairie d'Istanbul (Sarıgül est le maire d'un district d'Istanbul, un social-démocrate avec de forts liens avec certaines fractions de la classe capitaliste). La nouvelle relation entre le CHP (le principal parti d'opposition) et la secte de Gülen est systématiquement mentionnée dans les médias.

Q : Est-ce qu'on peut parler de « printemps turc » ici ?

Kemal Okuyan : La référence au « printemps turc » dans les médias impérialistes est un message envoyé à Erdogan. En dernière analyse, ils sont contents d'Erdogan et ils ne prévoient pas de le remplacer, mais ils lui rappellent aussi ses limites. Après les derniers événements, la ligne d'Erdogan sur la Syrie et l'Irak doit changer. Je pense que sa présidence personnelle arrive aussi à son terme. Une des possibilités, c'est que la relation entre Erdoğan et la secte de Gülen s'améliore, et qu'en faisant front contre le mouvement qui a émergé, ils travaillent ensemble … cela prendra du temps, naturellement. D'un autre côté, la colère d'Erdogan peut durer plus longtemps et puisse l'emmener à l'animosité, y compris face à la secte de Gülen. Cela donnerait des résultats intéressants. Mais on ne peut pas attendre d'Erdogan qu'il agisse en politicien rationnel, puisqu'un Erdogan admettant sa défaite n'est bon pour personne.

Q: Est-ce cela la signification historique de ces événements ?

Kemal Okuyan : Absolument pas … on ne doit pas dénigrer ce mouvement. C'est un soulèvement populaire. Les gens sont en colère. Ceux qui sous-estiment l'opposition à Erdogan et à l'AKP doivent commencer à reconsidérer leur vision des choses. Ceux qui pensent qu'il y aura la paix et la démocratisation avec Erdogan doivent faire de même. Tous leurs plans ont échoué. N'en restez pas à l'analyse. C'est un mouvement social. Certaines forces politiques essaient d'utiliser ce mouvement non pas pour construire un autre avenir mais juste pour intimider le gouvernement. Mais cela ne s'arrêtera pas là. Ces événements ont contribué à l'émergence d'un mouvement populaire organisé. Ils ont fait en sorte d'isoler Erdogan, pour éviter d'attirer la colère contre eux. Ils ont été très prudents. Ils ont même pu utiliser certains éléments pour les retourner contre le pouvoir, par exemple cette violence déchaînée des forces de police …

Q: La Gauche turque était-elle prête ?

Kemal Okuyan : La question de savoir ce qu'est la gauche en Turquie est toujours controversée. Certains groupes gauchistes n'ont pas de préoccupations politiques. Certains groupes ne sont pas intéressés ou méprisent les événements. Je ne compte pas parler vraiment d'eux. Les forces politiques, qui ont de sérieuses préoccupations politiques, n'étaient pas prêtes à prendre la direction des événements. Mais ce mouvement n'est pas étranger à la gauche. Comme je l'ai déjà dit, dans

Suite à la page (19)


C'est une explosion d'une énorme énergie sociale. C'est un mouvement puissant, dans ses dimensions et ses conséquences

moyenne. Si la réaction de la classe moyenne a atteint un tel niveau en Turquie, vous devez commencer à penser à d'autres choses. OK, le mouvement a pu prendre une nature d'un mouvement des classes moyennes, mais il y a eu une mobilisation sérieuse dans les quartiers ouvriers, en particulier à ğstanbul et Ankara. Si nous oublions notre grille d'analyse pour adopter un raisonnement superficiel, nous ferons des erreurs. Premièrement, la question de la réception des idéologies, qu'elles soient bourgeoises ou socialistes, doit surmonter l'obstacle des classes moyennes. La lutte pour l'hégémonie doit ici être prise très au sérieux. Si on un succès. Des dizaines de milliers de personnes, qui étaient étiquetés comme de « classe moyenne » ont en fait posé les bases d'un axe anti-capitaliste. La raison en est que la plupart des ces gens vivent désormais l'exploitation.

Q: Est-ce si innocent ou il y a-t-il des plans « plus profonds » dans ce mouvement ?

Kemal Okuyan : Certains médias dominants prétendent que des forces malintentionnées se sont mobilisées pour un soulèvement organisé. Si cela avait été le cas, le résultat aurait été bien différent. Ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Il s'agit tout simplement d'une explosion de dans les secteurs où ils étaient déjà ancrés. Mais cela ne doit pas être exagéré. Les théoriciens de la conspiration doivent aller regarder ailleurs. Et plus exactement parmi eux-mêmes. Il est très clair qu'il y a depuis un moment une tentative de changer à la marge la politique de Tayyip Erdoğan. Les Etats-unis pour certaines raisons, la secte de Fethullah Gülen pour d'autres raisons. A la fois sur le plan de la politique intérieure comme étrangère, ils essaient de rendre Erdogan à nouveau contrôlable. Erdogan est quelqu'un qui n'accepte pas facilement les choses … il a du mal à maintenir une ligne cohérente. Il y a eu Reyhanli, mais ce n'était pas suffisant. Sur la question de Gezi Park, les

Etats-Unis: les grandes oreilles d'Obama tirées par Glenn Greenwald et Edward Snowden

Par François Krug

Est-ce le nouveau Julian Assange? Cet avocat-journaliste multiplie les révélations sur l'espionnage d'Internet et des télécoms par les Etats-Unis.

Glenn Greenwald, 46 ans, est Américain ; mais c'est le journal britannique The Guardian qui héberge sur son site ses articles sur la «sécurité et la liberté». Mercredi 5 juin 2013, premier «scoop»: la National Security Authority (NSA), le service chargé de surveiller les télécommunications aux Etats-Unis, bénéficie d'accès illimité aux données de Verizon, un des principaux opérateurs américains.

Internet mis sous surveillance

Le blogueur publie même la décision de justice confidentielle qui contraint Verizon à fournir ces «fadettes» [relevé des communications téléphoniques, mail, etc.] à la NSA :«Ce document démontre pour la première fois que, sous l'administration Obama, les données de communication de millions de citoyens sont collectées sans distinction et en masse, qu'elles soient ou non suspectes.»

Jeudi 6 juin 2013, nouveau «scoop», encore plus retentissant. Car cette fois-ci, ce ne sont plus seulement les citoyens et citoyennes américains qui sont concernés et ce sont les plus grands acteurs d'Internet qui sont, avec la NSA (National Security Agency), mis en accusation.

Google, Facebook, Microsoft, Apple, Yahoo, AOL, YouTube, Skype et PalTalk: les neuf sociétés permettraient à la NSA d'accéder directement aux données privées de leurs utilisateurs. Le programme, lancé en 2007, serait baptisé «Prism». Glenn Greenwald en révèle l'existence dans un article co-signé avec un journaliste du Guardian en même temps que Washington Post.

Glenn Greenwald s'appuie sur un PowerPoint de 41 pages, un document confidentiel destiné à présenter Prism aux agents des services de renseignement américains.

Le scandale est mondial. Même si les sociétés concernées démentent. Comme le prévoit la loi – le «Federal Intelligence Surveillance Act» –, elles se contenteraient de répondre, au cas par cas et après avoir vérifié leur légalité, aux demandes d'informations. Le programme «Prism» servirait uniquement à simplifier la transmission de ces informations à la NSA, pas à lui offrir un accès illimité aux données.

Dimanche 9 juin 2013, Glenn Greenwald a finalement révélé sa source: le lanceur d'alerte est un Américain de 29 ans, Edward Snowden, qui travaillait pour un contracteur privé de la NSA à Hawaï, et qui a décidé de dénoncer ces pratiques à ses yeux inadmissibles. Greenwald a diffusé sur le site du Guardian un entretien vidéo du lanceur d'alerte, enregistré à Hong Kong, sachant qu'il ne pourra plus jamais vivre aux Etats-Unis.

Obama se défend tant bien que mal

Barack Obama a eu du mal à cacher son embarras lorsqu'il a dû se justifier devant la presse vendredi 7 juin 2013. Il a tenté de minimiser les révélations de Glenn Greenwald – en soulignant que le programme impliquant Verizon ne porterait que sur des données techniques, et que «Prism» ne concernerait pas les citoyens américains: «Les programmes évoqués ces deux derniers jours dans la presse sont secrets au sens où ils sont classés "confidentiel défense", mais ils ne sont pas secrets au sens où, en ce qui concerne les appels téléphoniques, chaque membre du Congrès en a été informé [...].

Concernant les appels téléphoniques, personne n'écoute vos appels. Ce n'est pas ce en quoi consiste ce programme [...].



Obama essaie d'expliquer, il y a deux jours, les raisons d'une surveillance des communications plus «approfondie» que sous G. W.Bush, junior



Edward Snowden, le plus influent des «lanceurs d'alerte» concernant les informations classées selon The Christian Science Monitor du 9 juin 2013

Je pense qu'il est important de reconnaître que vous ne pouvez pas avoir 100% de sécurité mais aussi 100% de respect de la vie privée et zéro inconvénient. Vous savez, nous allons devoir faire des choix de société.»

Le même jour, Glenn Greenwald publie un nouveau scoop – et un nouveau document confidentiel. En octobre dernier, Barack Obama a demandé aux services de renseignement de dresser une liste de cibles potentielles pour des cyber-attaques. L'information avait déjà fuité, mais le blogueur apporte une preuve et de nouveaux détails en mettant en ligne la directive présidentielle [1] rédigée par la Maison Blanche.

Identifier la source

Samedi, enfin, quatrième révélation de la semaine: Glenn Greenwald et un journaliste du Guardian dévoilent l'existence du logiciel Boundless Informant utilisé par la NSA pour exploiter en temps réel les renseignements collectés. Un outil de travail lui aussi secret.

Des captures d'écran publiées par le Guardian témoignent des possibilités du système. En mars dernier, la NSA aurait eu en stock 97 milliards de données. Le logiciel permettrait notamment de les localiser – une carte présentant le niveau de surveillance de chaque pays, du vert (la France, par exemple) au rouge (l'Iran, notamment).

Samedi, la NSA a demandé au gouvernement américain d'ouvrir une enquête pour identifier la source ayant révélé au blogueur l'existence du programme «Prism». C'est «un de mes lecteurs», qui « connaît mes opinions et savait comment je présenterais ces informations», explique simplement Glenn Greenwald dans un portrait publié dans le New York Times.

Ce blogueur qui inquiète la Maison Blanche n'est ni un militant politique, ni un geek [en argot américain, il s'agit d'une personne très pointue]. Avocat, Glenn Greenwald a défendu de grandes entreprises privées. Après le 11 septembre, il pensait «que Bush faisait du bon travail». Et c'est un ami qui lui a expliqué comment protéger son ordinateur personnel: lui-même n'y connaissait rien.

«Un président devenu fou»

En 2005, Glenn Greenwald lance son blog, Unclaimed Territory, pour dénoncer les atteintes aux libertés garanties par la Constitution américaine. Son premier billet est consacré au droit à l'avortement. Le deuxième est consacré aux dérives de l'administration Bush [doubleyou] au nom de la lutte contre le terrorisme.

Et c'est dans ce domaine que le blogueur va se faire un nom. En 2006, il sort ainsi un premier livre sur le sujet, au titre et au sous-titre provocateurs: Comment doit réagir un patriote. Défendre les valeurs américaines contre un président devenu fou. (How Would a Patriot Act? Working Assets Publishing, May 15, 2006)

Glenn Greenwald apprécie les formules-choc. Et son blog, transféré sur le site d'actualité Salon, n'épargnera pas plus les démocrates, accusés de n'avoir pas renié les méthodes de leurs prédécesseurs. Comme dans ce billet de février 2012: «Comment ces personnes peuvent se regarder dans le miroir, contempler cette malhonnêteté intellectuelle sans limites, et ne pas avoir envie de briser ce qu'ils voient, c'est vraiment un mystère pour moi.»

Glenn Greenwald est débauché en août 2012 par le site du Guardian. Et sur son nouveau blog, il continue à défendre farouchement la liberté d'information et d'opinion. En avril, après la mort de Margaret Thachter, il dénonçait ainsi les appels à la modération: «Il n'y a absolument rien de mal à détester Margaret Thatcher ou n'importe quelle autre personnalité ayant eu de l'influence politique et du pouvoir [...]. Il est même encore plus nécessaire de rappeler leurs mauvaises actions après leur mort, comme un antidote contre une société réécrivant son histoire de manière mensongère et chauvine.»

Un combat contre le secret

Sans surprise, Glenn Greenwald avait aussi apporté son soutien à Bradley Manning, le militaire poursuivi pour avoir fourni à WikiLeaks des informations confidentielles sur le conflit irakien. C'est maintenant à son tour d'être pris pour cible par le gouvernement américain.

Entre deux scoops, vendredi, Glenn Greenwald a justement pris le temps de théoriser le débat. Dans un billet consacré aux «lanceurs d'alerte», il résume son engagement, opposant les décideurs du «service public» aux «individus privés»: «La façon dont les choses sont censées fonctionner est la suivante. Nous sommes censés à peu près tout savoir d'eux: c'est pour cela qu'on parle de service public. Eux sont censés à peu près ne rien savoir de ce que nous faisons: c'est pour cela qu'on nous appelle des individus privés».

Cette dynamique, la base d'une société saine et libre, a été inversée de manière radicale. Maintenant, ils savent tout de ce que nous faisons, et construisent sans cesse des systèmes pour en savoir plus. Pendant ce temps, nous en savons de moins en moins sur ce qu'ils font, puisqu'ils construisent des murs de sécurité derrière lesquels ils travaillent.

C'est ce déséquilibre qui doit prendre fin. Aucune démocratie ne peut être saine et efficace si les actions les plus importantes de ceux qui détiennent le pouvoir politique restent totalement inconnues de ceux auxquels ils sont censés rendre des comptes.»

Note

[1] La directive signée par la Maison Blanche : http://www.guardian.co.uk/world/interactive/2013/jun/07/obama-cyber-directive-full-text

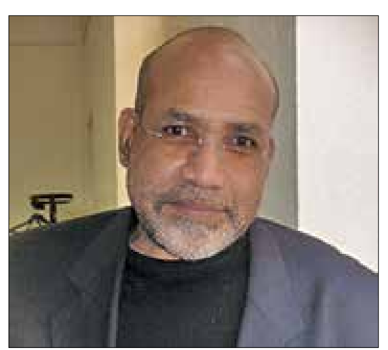
Cet article a été publié le 10 juin sur le site Rue89.
A l'encontre 10 juin 2013

France : la réparation est possible

Colonialism Reparation appuie l'assignation en justice du CRAN contre la Caisse des dépôts et consignations (CDC) français pour avoir profité de l'esclavage et il affirme que même en France, comme témoigne l'ample débat, la réparation est possible.



Le ministre français de la justice Christiane Taubira



Patrick Chamoiseau

Le 10 mai 2013, à l'occasion de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, le Président de la république français François Hollande affirme l'impossibilité de la réparation en soutenant que ce qu'a été a été et que l'unique choix possible est celle de la commémoration en utilisant de manière faussée la pensée d'Aimé Césaire.

Le même jour le Président du CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires) Louis-Georges Tin a déposé une assignation en justice contre la CDC (Caisse des dépôts et consignations) français pour avoir profité de l'esclavage. Le CDC est accusé d'avoir encaissé les sommes payées par Haïti comme "indemnité d'indépendance" et le CRAN demande qu'elle soit condamnée à payer dix millions d'euros à utiliser pour financer les recherches sur les dommages causés par l'esclavage.

Le 12 mai 2013 le Ministre de la justice français Christiane Taubira s'est déclarée favorable à une politique foncière qui permette de réparer à la confiscation des terres qu'il y a eu lieu vers des esclaves dans les Départements et les Territoires français Outre-mer et à une intervention commune qui permette de réparer l'esclavage et la colonisation en Afrique.

Le 18 mai 2013 l'écrivain français Patrick Chamoiseau a publié un bref texte qu'il affirme que "en matière de colonisation, de traite et d'esclavage, la réparation relève d'une volonté d'aller au mieux-humain" et que "l'écarter en s'effarouchant d'une indécence comptable n'est qu'une manière caricaturale de ne rien entendre au concert obligé des mémoires"

Colonialism Reparation appuie l'assignation en justice du CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires) contre la Caisse des dépôts et consignations (CDC) français pour avoir profité de l'esclavage et il affirme que même en France, comme le témoigne l'ample débat, institutionnel et non, la réparation est possible.

Colonialism Réparation
6 juin 2013

Un journal étasunien porte plainte contre le gouvernement pour cacher de l'information sur les 5

Par Tania Hernández

Washington, 8 juin, (RHC).- Le journal étasunien Liberation a porté plainte contre le Département d'État qu'il accuse de lui interdire l'accès à l'information nécessaire pour aborder l'affaire des antiterroristes cubains condamnés aux États-Unis a des peines injustes.

L'avocate Mara Verheyden Hilliard, présidente du Fonds pour l'Association de la Justice Civile a expliqué au cours d'une conférence de presse que le recours légal invoque le droit à l'information et cherche des preuves sur le versement d'argent de la part du gouvernement à des journalistes de Miami pour créer un climat hostile contre les 5.

L'avocate étasunienne a signalé que le gouvernement refuse de remettre les documents datant d'avant novembre 1999 sous prétexte que jusqu'à cette date là, la Radio et la Télé Marti appartenaient à l'Agence d'Information des États-Unis. Elle a précisé que le département d'état n'a pas accepté de montrer les registres d'autres dates.

Suite de la page (5)

En fait, en guise de politique d'emploi, le « Gouvernement Martelly-Lamothe », subtilement pris en charge par le lobby bancaire prônant bêtement le laisser-faire monétaire en guise de politique d'exportation et de croissance et par les paresseux importateurs de produits de toutes sortes, pratique dangereusement une **E**rrance économique. Qui plus est, il ne fait pas jouer la concurrence sur le marché haïtien, car il encourage le monopole et corrompt avec favoritisme la pratique de passation des marchés. Rien donc n'est fait pour augmenter la capacité de production des PME et pour encourager les nouveaux investissements productifs dans le pays. Et, le Fonds Pétro-Caribe qui aurait pu servir de Fonds de développement, à travers une Banque nationale de développement, est en train d'être gaspillé dans des projets d'apparat (*Ede Pèp, Ti manman cheri*, etc.), donc non rentables et sans lendemain pour le peuple haïtien.

Éducation

Le « Gouvernement Martelly-Lamothe », dans sa névrose innovatrice au sens qu'il croit tout inventer dans le pays, détourne une politique éducative qui a été longuement et difficilement élaborée et mise en œuvre (1997-2007). En effet, oubliant le Plan national d'éducation et de formation (PNEF) et la Stratégie nationale d'éducation pour tous (EPT), cette bancale Administration prétend qu'il a envoyé 1.288.956 enfants à l'école à travers son nébuleux programme PSUGO.

En réalité, en entrant par **E**scalade et **E**ffraction dans l'EPT, donc par deux « **E** » négatifs, il ne fait qu'occasionner l'**E**ffondrement du système éducatif haïtien, dans la mesure où sous couvert d'une démocratisation ou massification scolaire, il aggrave les problèmes structurels en termes de surâgés, de surcharge des classes, d'évaluation inefficace, de redoublement et donc d'échec scolaire et de frustration sociale. Car ce stock d'élèves – dont le nombre est de toute évidence de loin inférieur à celui présenté par le Pouvoir – introduits brutalement dans le flux scolaire, et ce sans une stratégie de création de nouvelles places ainsi que de formation de nouveaux instituteurs, déstabilise le fragile système éducatif haïtien.

De plus, tout en mettant oralement l'accent sur l'emploi, aucune stratégie n'est élaborée et mise en œuvre pour restructurer, renforcer et augmenter les Écoles professionnelles dans le pays. Or, comme l'ont fait remarqué de nombreuses études, le secteur des Écoles professionnelles est le plus marginalisé et déstructuré du système éducatif haïtien. Aussi, outre l'Université de Limonade, comme une honteuse manne tombée du ciel dominicain, et l'infime et démagogique bourse de 18.000 Gourdes accordée aux étudiants de l'UEH, le « Gouvernement Martelly-Lamothe » n'a aucune politique de l'enseignement et de la recherche en tant que facteurs de production d'un efficace capital humain dans le pays.

Environnement

Haïti connait une crise environnementale aiguë. Ses causes sont connues. Le « Gouvernement Martelly-Lamothe », profitant de l'angoisse qu'elle provoque au sein de la population, l'embrasse au risque de l'étouffer.

En effet, ce Gouvernement, en guise de politique environnementale, empli d'un **E**nchantement creux et paradoxal, s'amène avec un discours teinté de bons sentiments en demandant simplement à chaque citoyen de planter un arbre, ainsi qu'avec un tas de mesures les unes plus superficielles et inefficaces que les autres. Ainsi, il a commencé par prendre un arrêté en date du 9 août 2012 et entré en vigueur le 1er octobre de la même année pour interdire l'importation de certains produits polluants et cancérigènes tels les sachets en plastique noir (polyéthylène) et des ustensiles de restauration en *styrofoam* (polystyrène expansé). Mais cette mesure n'a pas fait long feu. Aussi, en guise de réaménagement urbain, ce Gouvernement masque, en le colorant, une dérive urbaine, le bidonville de Jalousie. Par ailleurs, les logements dits sociaux que ce Gouvernement construit ne respecte nullement les critères environnementaux.

Dans ces conditions, rien n'est conçu et mis en œuvre pour freiner la déforestation, pour faire respecter les aires forestières protégées, pour aménager les bassins versants, pour freiner l'urbanisation anarchique, pour installer des stations d'épuration des eaux usées dans les principales villes du pays, pour protéger les mangroves du pays où se reproduisent de nombreuses espèces de poissons, pour règlementer le pompage intensif de l'eau dans la Plaine du Cul-de-sac, pour empêcher la pollution chimique qu'occasionne le rejet dans l'écosystème des huiles de moteurs et des batteries usagées contenant des métaux lourds et toxiques, etc.

Énergie

La question de l'Energie, en raison de l'explosion démographique et de la croissance du taux d'urbanisation, est cruciale en Haïti. Car, si on prend seulement le cas de la cuisson des aliments, le charbon de bois est utilisé par 68,5% des ménages urbains ; et le bois de feu est utilisé par 90,9% des ménages ruraux ; ce qui fait que le pays couvre annuellement environ 72% de ses besoins énergétiques grâce à la ressource du bois. Ce qui implique qu'environ 30 millions d'arbres sont annuellement abattus.

Or l'actuel Ministre délégué à l'Energie, en bon technocrate volontairement servile, a affirmé sans aucune gêne que le bilan énergétique des deux ans du Pouvoir de Martelly dépasse tous ceux qui l'ont précédé. Ainsi, M. René Jean-Jumeau fait preuve d'une mémoire très courte. Car il semble qu'il oublie que ce n'est pas l'Administration de Martelly qui a conçu et construit le barrage hydro-électrique de Péligre, qui a réélectrifié entièrement la ville des Gonaïves après le sinistre tempête tropicale Jeanne, qui a fait construire trois centrales thermiques dans trois grandes villes du pays, qui a conçu un partenariat public-privé pour que le secteur privé haïtien puisse investir dans une importante centrale électrique (E-Power) à Port-au-Prince, qui a élaboré un projet pour la construction d'un autre barrage hydro-électrique dans le Plateau-central (Artibonite 4C), etc.

En fait, Étourdi par la corruption et l'accumulation facile et rapide du capital, le « Gouvernement Martelly-Lamothe » substitue une politique énergétique à un petit projet d'installation de lampadaires solaires de piètre qualité. Or, le pays est confronté à un important déficit énergétique (une couverture nationale de moins de 15% et une consommation moyenne annuelle de l'ordre de 75 KWh). En conséquence, malgré la position géographique avantageuse de la presqu'île d'Haïti, ce Gouvernement n'a conçu ni mis en œuvre aucun projet énergétique concernant l'énergie éolienne et l'énergie solaire à grande échelle. Aucun effort n'est non plus fait pour promouvoir l'utilisation du gaz naturel et la production d'énergie à partir de la biomasse.

État de Droit

Outre les régimes dictatoriaux, aucun Pouvoir dit démocratique n'a autant perverti l'appareil judiciaire haïtien que celui du Président Martelly. Or, l'actuel ministre de la Justice de ce Pouvoir, l'un des ministres de la Justice de l'ère postduvaliérienne les plus controversés et qui suscitent le moins de confiance, a fait un bilan plus qu'élogieux des actions de son Gouvernement quant à l'Etat de Droit.

Pour ce faire, Me Jean Renel Sanon a pris en exemple la nomination des juges manquants à la Cour de Cassation et la mise en place du Conseil supérieur du Pouvoir judiciaire (CSPJ). Or, ces deux institutions républicaines ont été constituées dans des conditions plus que troubles. En effet, qu'on se le rappelle, des juges qui n'étaient pas sur la liste dressée par le Sénat ont été nommés, et les menées du Pouvoir exécutif pour instituer le CSPJ ont été entachées d'autoritarisme et d'illégalité. De plus, Le « Gouvernement Martelly-Lamothe », par l'entremise du Ministère de la Justice, a fait arrêter un Député en fonction, et procède constamment à la nomination de personnes à moralité douteuse dans le système judiciaire haïtien.

D'un autre côté, ce Gouvernement, en rappelant la réhabilitation et la construction de tribunaux, veut faire croire qu'il a amélioré l'accès à la Justice en Haïti. Comme si ce problème dépendait seulement et simplement du cadre physique de la distribution de la Justice. C'est, en réalité, une manière de cacher l'incompétence et la corruption de nombreux officiers de justice, de lénifier le manque de confiance des citoyens dans l'appareil judiciaire, et de voiler le dirigisme arbitraire et illégal auquel font face les commissaires de gouvernement et même des juges de siège.

Par ailleurs, il est à constater que le « Gouvernement Martelly-Lamothe » prend le malin plaisir de violer constamment la Constitution et la loi. À preuves, il met tout en œuvre pour entraver le respect du principe de la séparation des trois Pouvoirs, l'une des conditions nécessaires à l'existence de tout Régime démocratique ; il refuse de rendre compte de l'utilisation des deniers publics, fruits du dur labeur des citoyens ; et, enfin, le Premier ministre plus particulièrement s'entête à ne pas se soumettre à tout contrôle parlementaire sérieux, ce qui lui a valu d'ailleurs la mésaventure du 14 janvier 2013.

Chers compatriotes, en vous basant sur ce contre-bilan, il faut plutôt prendre les « cinq **E** » programmatiques de l'Administration de Martelly comme cinq **E**rrances politiques. Car, étant donné leur incompétence et surtout leur propension à la corruption, ce Régime ne fait qu'**E**nfoncer le pays dans le creuset de la pauvreté, du sous-développement et de l'assistanat.

Que Dieu sauve la Nation !

Pour le Groupe PRI,

Sadrac Dieudonné
Joseph W. Deshommes
Député, Président
Député, Secrétaire-administrateur

Port-au-Prince, le 31 mai 2013

Suite de la page (3)

simple fait que le système n'a appris à développer que l'instinct de conservation. Bref, cet article ne saurait suffire pour étaler les multiples torts causés à la société par ces confréries faites de mafias de tous bords et de crapules de la pire espèce. Vous n'avez qu'à vous référer à la récente démission du pape Benoit 16.

Venons en au fait

Maintenant, rentrons dans le vif du sujet. A travers le pays, des usurpateurs s'attribuent des titres de pasteurs. Après avoir obtenu beaucoup d'audience auprès des ingénus, ils s'adonnent à d'indicibles actes de crapuleries, tout en prétendant être des défenseurs de la morale socio-chrétienne. Violents pourfendeurs de la culture authentique, ils font tout pour satisfaire leurs patrons en diabolisant tout ce qui reflète notre identité profonde.

Ces derniers de leur côté les pourvoient en sinistrés et autres faveurs. Ce que nous allons raconter, loin d'être une légende est une réalité telle que vécue par la famille de Maxime Selphin. Au cours de la semaine dernière, nous avons reçu dans notre bureau le cousin de Maxime décédé depuis une année. Que s'est-il passé exactement ?

Souffrant de complications cardiaques, le jeune Maxime fréquentait une assemblée communément appelée église protestante dans la zone de Santo en plaine. Cette entreprise lucrative est dirigée par un certain Ronald Lefranc autoproclamé « pasteur ». Un jour, des missionnaires étasuniens, de passage en Haïti auraient offert leur service au jeune Maxime en vue de lui faciliter une intervention chirurgicale aux Etats-Unis d'Amérique.



Maxime Selphin

C'est ainsi que par suite de négligences médicales notre compatriote a perdu la vie. Cependant, le « pasteur » haitiano étasunien qui aurait reçu autour de cinquante (50) mille dollars s'est empressés de se débarrasser du cadavre après avoir subtilisé la rançon destinée à l'organisation des funérailles et au dédommagement de la famille. Le pasteur escroc pour son malheur ne savait pas si les médecins fautifs entretenaient une correspondance avec les parents de la victime à travers laquelle ils leur ont tout expliqué.

Ce Ronald Lefranc, habitué à des crapuleries inénarrables s'est arrangé pour subtiliser le montant qui lui a été confié en guise de dommage pour les parents de Maxime. Au lieu de continuer à élaborer plus amplement, nous soumettons à votre attention une lettre ouverte au Ministre de la Justice en date du 13 avril dernier. A travers cette correspondance, l'Association Internationale Maxime le Messie (AIMM) réclame justice pour la victime tout en dénonçant la dimension de crapulerie de cet « homme » de Dieu et le degré de corruption du juge d'instruction de première Instance de la Croix-des-Bouquets Me Turenne Lapomarède.

« …Il nous convient de vous rappeler le sort tragique de Maxime Selphin, victime d'un abus crapuleux perpétré par le sieur Ronald Lefranc, pasteur étasunien d'origine haïtienne et représentant d'une mission étrangère en Haiti « Day Spring Ministries ». Le dossier alarmant de ce jeune garçon de 17 ans n'a connu aucune suite en dépit des nombreuses démarches menées auprès des autorités judiciaires. Cela fait plus de 4 ans que Maxime a rendu l'âme et que son cadavre n'a jamais été retrouvé par ses parents. A notre grand étonnement, nous avons récemment reçu une ordonnance émanant de Me Turenne Lapomarède, juge d'instruction de première Instance de la Croix-des-Bouquets, ordonnance entachée d'erreurs grossières et grotesques telles préméditations, vice de forme, anachronie, abus d'autorité, etc. », ont-ils dénoncé.

La correspondance poursuit pour dénoncer l'inaction proche de complicité de toutes les instances placées pour rendre justice à qui justice est due. Selon les parents de Maxime Selphin le soleil ne luit que pour les privilégiés et les nantis. Selon leurs constats accablants, dans ce domaine, la Commune de la Croix-des-Bouquets a remporté la palme de la corruption, puisque dans cette juridiction, la justice se vend aux plus offrants.

« Pour qu'une quelconque réforme judiciaire soit effective dans la commune de la Croix-des-Bouquets plus particulièrement, faudrait-il bien démanteler bien de réseaux mafieux. Nous ne pouvons accepter le comportement injuste du juge Turenne Lapomerède ainsi que son désir ardent et insatiable d'argent et de richesses au détriment des martyrs. D'un autre coté les bourreaux de la trempe de Ronald Lefranc continuent d'insulter la mémoire de leurs victimes », ont-ils poursuivi débordant d'indignation.

En dépit de tant de tergiversations, plus de quatre années après, la famille Selphin ne cesse de pleurer leur fils Maxime fauché au seuil même de sa jeunesse. Selon les plaignants, la suprématie des forces des ténèbres au niveau du parquet de la Croix-des-Bouquets empêche la justice de suivre normalement son cours.

Plusieurs organisations de défense de droits humains dont : la Pohdh, le Fidh, le Rnddh, le Cedh, le Carli, l'OPC et le Cohddh ne sont pourtant pas parvenues à faire entendre raison au juge Turenne Lapomerède qui est resté raide dans son cynisme. Les plaignants se sont complus à conclure leur correspondance en rappelant au ministre de la justice son rôle déterminant dans le processus d'implanter dans cette société le droit à la justice auprès duquel aspirent tous les Haïtiens.

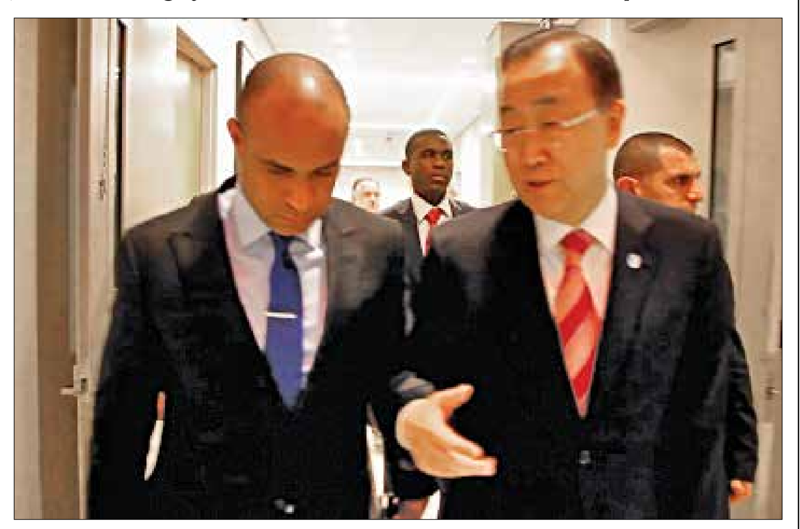
Quoi qu'il advienne, justice doit être rendue à qui justice est due aux gens aisés aussi bien qu'aux déshérités, aux analphabètes aussi bien qu'aux nantis du savoir. Celui à qui justice est rendue, sachez le bien ne pourra jamais chercher à se faire justice lui-même. Et, la famille Selphin ne saurait encourager ce déni de justice tout en encourageant cette flagrante injustice.

Pour conclure cette longue lettre ouverte adressée au ministre de la Justice, Lamartine Jean Glauré, Jhimy Selphin, et Jacques Jean Rémy Selphin en tant que signataires lui ont rappelé : « Lè yon moun mande jistis yo ba l jistis, moun sa a pap janm anvi fè tèt li jistis ». Parallèlement, les 50.000.00 dollars qui devaient être remis à la famille Selphin à titre de dommage continuent de renflouer le compte en banque d'un certain Ronald Lefranc ainsi connu qui s'est autoproclamé « pasteur » et qui s'enrichit aux dépends du cadavre de Maxime Selphin.

Il ne faut pas se plaindre du rôle fondamental de ces cavernes d'Ali Baba consistant à aliéner les naïfs tout en s'enrichissant de leur misère atroce. Alors Ministre de la justice, « *Si pouvwa pèp la ap travay tout bon vre* », rendez donc justice à qui justice est due.

Suite de la page (5)

est l'une des plus grandes épidémies de choléra de l'histoire moderne, et elle a déjà eu un effet dévastateur sur le peuple d'Haïti. Le gouvernement haïtien estime qu'il y a eu 656,321 cas de choléra et 8,090 décès dus au choléra depuis que l'épidémie a débuté en Octobre 2010. Le manque d'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement continue d'exacerber les effets de la maladie. De nombreux indices montrent que la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), la mission de maintien de la Paix des Nations Unies, est responsable de l'introduction du choléra en Haïti. L'épidémie de choléra a commencé peu après l'arrivée d'un groupe de soldats de la MINUSTAH en provenance du Népal, qui a déjà connu une épidémie de choléra. Les premiers cas de choléra en Haïti sont apparus près de la rivière Artibonite, juste en aval du camp des Casques bleus népalais, et la souche de choléra qui ravage Haïti a une correspondance exacte avec la souche de choléra qui était active au Népal. Avant cette flambée, il n'y avait pas de cas connus de choléra en Haïti depuis au moins un siècle. Nous sommes préoccupés par le rejet de l'Organisation des Nations Unies des demandes formulées par 5,000 Haïtiens victimes du choléra et des familles des victimes, qui poursuivent les Nations Unies demandant une indemnisation, des excuses publiques et une réponse nationale à l'épidémie de choléra. Compte tenu de la preuve, les demandes de compensation des victimes et d'excuses publiques ne sont pas déraisonnables et une réponse nationale à l'épidémie, est attendue depuis longtemps. Nous apprécions l'endossement des Nations Unies en décembre 2012 à l'Initiative Hispaniola, qui a été lancé en Janvier 2012 par les Présidents d'Haïti et de la République dominicaine pour améliorer l'accès de l'eau potable, le développement des infrastructures d'assainissement et de lutte contre l'épidémie de choléra. Comme vous le savez, l'Initiative Hispaniola nécessite 2,2 milliards de dollars de fonds pour Haïti et un autre 70 millions de dollars en fonds pour la République dominicaine au cours des 10 prochaines années. Cependant, nous sommes consternés que les Nations Unies aient engagé seulement 23,5 millions de dollars pour cette initiative. C'est 1% du financement total nécessaire pour financer l'initiative en Haïti, seulement. C'est également moins de 4% des 648 millions de dollars, que l'ONU consacre à la MINUSTAH cette année. Étant donné le rôle crucial que la MINUSTAH est soupçonné d'avoir joué dans l'introduction du choléra en Haïti, il est impératif que les Nations Unies prennent les devants en répondant à la crise en finançant l'Initiative Hispaniola. Nous vous demandons donc d'utiliser votre bureau et votre influence pour faire en sorte que l'ONU assume sa responsabilité dans l'introduction du choléra en Haïti, engage un niveau adéquat de ressources pour soutenir l'Initiative Hispaniola, et prenne des mesures immédiates et appropriées pour aider le gouvernement haïtien avec la mise en œuvre de cette initiative. Nous vous remercions de votre attention à nos préoccupations, et nous attendons avec impatience votre réponse. Maxine Waters ; Barbara Lee ; Yvette D. Clarke ; Frederica S. Wilson ; Jan Schakowsky ; John Conyers, Jr. ; Alcee L. Hastings ; Charles B. Rangel ; Corrine Brown ; Donald M. Payne, Jr. ; Bobby L. Rush ; Wm. Lacy Clay ; Raúl M. Grijalva ; Debbie Wasserman Schultz ; John Lewis ; Gregory W. Meeks ; Donna F. Edwards ; Keith Ellison ; Carolyn B. Maloney »



Laurent Lamothe et le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon de son côté a lancé un appel à la recherche de fonds, non pas pour dédommager les victimes, mais pour essayer de combattre la résurgence de Choléra dans le pays. « Les Nations Unies s'efforcent de faire tout ce qu'elles peuvent pour éliminer le Choléra en Haïti. Ce dont Haïti a besoin, c'est un partenaire prêt à fournir un (1) million de dollar l'an pour les trois (3) à cinq (5) prochaines années de façon à souscrire des vaccins gratuits pour les gens pauvres et vulnérables qui en ont le plus besoin. L'ONU fera sa part pour mobiliser des ressources et renforcer la lutte contre le Choléra… » A noter que dans sa déclaration, le Secrétaire général n'a pas fait mention du dédommagement des victimes.

Le Parlement haïtien, par la voix du sénateur Wetsner Polycarpe n'a pas pris du temps pour répondre au Secrétaire général de l'ONU. Selon lui, Haïti réclame de l'ONU des dédommagements pour les familles des victimes de l'épidémie mortelle du Choléra introduite en Haïti par les casques bleus de l'ONU. Lors de son intervention au Parlement le mardi 4 Juin dernier, il a pressé le Premier ministre haïtien, Laurent Lamothe à assumer ses responsabilités quant à la demande des Haïtiens victimes du Choléra. « Le Choléra introduit en Haïti par des casques bleus de l'ONU, du contingent népalais a fait une hécatombe, un Haïtien sur 2000 a été tué par les bactéries vibrioniques du choléra de souche d'Asie du Sud 'Est. », a-t-il insisté.

Le sénateur Polycarpe a fait remarquer que le Choléra continue à faire de nouvelles victimes directes et indirectes. Il a insisté sur la conséquence de l'utilisation du chlore dans le traitement de l'eau sur la santé de la population. Il a en outre critiqué le gouvernement MartellyLmaothe qui n'a rien fait pour forcer l'ONU à réparer les victimes.

En réplique, le Premier ministre Laurent Lamothe a indiqué que l'ONU n'a pas pris d'engagement pour dédommager les victimes, en dépit de différentes conversations qu'il a eues avec



Le sénateur Wetsner Polycarpe

le Secrétaire général. Laurent Lamothe n'a montré aucune volonté pour défendre le peuple haïtien face à d'atroces hécatombes qui ont coûté la vie à plus de 8000 Haïtiens. Il n'a fait que répéter les propos de Ban Ki-Moon. Il n'est pas à la hauteur de sa tâche quant à la défense des intérêts supérieurs de la nation et du peuple haïtien.

Ces derniers temps, la question du départ des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH et le dédommagement des victimes de l'épidémie de Choléra introduite en Haïti par les soldats de ces forces occupent une large partie des débats dans les médias et dans l'opinion publique en général. La mobilisation contre la présence illégale des forces de l'ONU sur le sol national doit se poursuivre et s'intensifier pour forcer d'abord le gouvernement haïtien à prendre ses responsabilités, à ne plus continuer à renouveler indéfiniment le mandat de la MINUSTAH et finalement, à contraindre l'ONU à retirer ses troupes pour s'engager dans le processus de dédommagement des victimes du choléra.

Suite de la page (5) Parlement : Ouverture 2e Session



Au moment où le Premier ministre présentait son bilan au Parlement haïtien, des rumeurs circulaient déjà autour d'un prochain remaniement ministériel

exprimer leur insatisfaction et dénoncer l'insécurité qui fait rage dans la commune.

En effet, dans son discours, le sénateur Desras a plaidé en faveur du rétablissement de la stabilité politique par la réalisation effective de la tenue des élections partielles sénatoriales et des Collectivités Territoriales avant la fin de l'année 2013. Il dénonce le silence complice de la classe politique traditionnelle à un moment où l'incertitude se fait sentir quant au respect du délai de l'échéance électorale. Il demande à ses collègues parlementaires d'assumer leurs responsabilités et de se mettre au travail pour rendre plus performant le pouvoir législatif, à un moment où le peuple attend des résultats concrets et un contrôle beaucoup plus efficace.

Les parlementaires qui restent toujours insatisfaits et qui ont des doutes sur les prétendues réalisations du gouvernement sollicitent la formation d'une Commission d'enquête parlementaire devant faire la lumière sur les différents projets en cours de réalisation à travers le pays. « Tout ce qu'a avancé le Premier ministre Lamothe n'est que purs mensonges, » a déclaré le député Acclushe Louis-Jeune de Dame-Marie. D'autres députés insistent sur la convocation du Premier ministre afin de l'interroger sur l'utilisation des fonds publics. « Nous devons prendre l'exemple des sénateurs. La convocation du PM est un impératif. Le gouvernement doit rendre compte au peuple haïtien, » réagissent-ils. Le peuple haïtien dans sa plus grande majorité n'est pas satisfait de la piètre performance du gouvernement dirigé par Laurent Lamothe depuis tantôt 13 mois. La population de diverses zones du pays a parlé très clairement.

A l'heure du bilan du gouvernement Martelly-Lamothe, les populations de différentes communes du pays, notamment Cité Soleil se soulèvent pour faire passer leurs revendications. La population de Cité Soleil estime que le gouvernement de Lamothe, après plus d'une année à la tête de la Primature, n'ayant pas atterri, donc il reste toujours à l'oral. Le pouvoir de Martelly reste dans l'air à la hauteur de Pétion-Ville. A Cité Soleil, c'est la pauvreté extrême, l'insécurité, la faim, le chômage, l'insalubrité partout, l'encombrement des canaux, alors que la saison cyclonique a commencé depuis le premier juin.

A l'occasion de la manifestation de la population du lundi 10 juin 2013, des protestataires s'exprimaient ainsi : « *Gouvènmanmartelly-Lamothe la pa ateri, li rete toujou aloral. Se yon pouvwa ki rete anlè, se pouvwa moun Petyonvil, moun ki rich yo, malere Site solèy pa ladan l. Site solèy pa fabrike zam, li pa fabrike katouch, yo lage zam nan Site a pou fè yon gwoup anwo ap goumen ak yon gwoup anba, tire koutzam tout lajounen tout lannwit, touye moun nan Site a. Pandan tan sa a fatra anvayi Site a, kanal yo pa netwaye, grangou ap touye moun nan Site a. Kanal Saint-Georges, Bois neuf, Rivyè griz pa janm netwaye, yo bouche ak fatra. Dirijan yo kite yo bouche pou yo ka fè milyonyo sou do pèp Site solèy la, jan yo toujou fè l. Noumenm nan Site solèy nou tande gouvènman an ap pale tout lajounen yon seri ti pwojè, nou pa janm wè yo. Nou pa wè EDE Pèp nan Site Solèy. Se zam yo mete nan men jèn gason nan Site a pou youn touye lòt, fè kidnapin…*"

Donc, en fait la population a clairement constaté que le gouvernement Martelly-Lamothe a beaucoup parlé mais très peu de réalisation. La quantité d'argent décaissée ne correspond jamais à la réalisation effective. On constate également que le pouvoir est toujours au service d'un petit groupe de la classe dominante, marcouto-bourgeoise, au grand dam des masses populaires. La manifestation de Cité Soleil prouve que les damnés de Cité Soleil ont pris conscience et ils sont prêts à renverser l'ordre des choses. Et, cela nécessite un parti d'avant-garde devant encadrer les masses pour les conduire sur la voie réelle du changement en profondeur.

Suite de la page (5) Des familles déplacées du...

quatre enfants.

Selon les témoignages des victimes, aucun particulier se réclamant propriétaire du terrain où se trouvait le camp ne s'était présenté auparavant. Cependant, plusieurs résidents/es du site ont affirmé qu'un homme qui serait un policier habitant dans la zone était venu, le même jour de l'opération, quelques minutes avant l'éviction, demander aux gens de laisser l'espace prétendant que les autorités de la municipalité voulaient installer des trottoirs aux piétons. « Nous n'avions pas pris le policier au mot, étant du quartier, nous pensions qu'il plaisantait. De plus, nous ne pouvons pas quitter l'espace parce que nous n'avons nulle part où aller », a souligné une autre déplacée pointant du doigt le prétendu policier comme étant le complice des agents de la mairie.

En effet, bon nombre de déplacés/es ont affirmé n'avoir nulle part où aller car ils/elles n'ont rien reçu jusqu'à date des autorités leur permettant de louer même une chambre. Plusieurs femmes avec des bébés sur les bras ont continué à passer leur journée sur le site et à y dormir après l'opération. « Je ne sais pas où aller maintenant. Je ne peux rien vous cacher, le soir je dors en plein air encore dans cet espace bien qu'il soit vidé de ses occupants.», a déclaré au GARR une femme allaitant son bébé.

Les déplacés-es victimes de cette expulsion avaient tenté d'organiser une manifestation en signe de protestation, mais ils/elles n'avaient pas réussi car la police était intervenue pour les en empêcher.

Dans un rapport intitulé "Nulle part ou aller" publié en avril 2013, Amnesty International avait dénoncé les expulsions forcées qui ont cours à Port-au-Prince contre les victimes du séisme avec la complicité des autorités de l'Etat et dans l'absence de suivi des procédures légales.

Dans un communiqué responsif au rapport d'Amnesty, le gouvernement haïtien avait fait croire qu'il n'avait pas commandité des expulsions forcées, et avait pris l'engagement de sévir contre leurs auteurs. « Le gouvernement juge inacceptable les cas d'expulsions forcées et s'engage, après enquête, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute pratique en matière d'expulsion qui ne respecterait pas les engagements internationaux et les droits des citoyens. Les autorités étatiques concernées ont reçu des instructions formelles de conduire des investigations sur ces exactions et les coupables, indépendamment de leur appartenance institutionnelle, seront poursuivis, selon la loi en vigueur », avait écrit le gouvernement dans un communiqué publié le 26 avril 2013.

Le GARR dénonce cette nouvelle expulsion forcée des victimes du séisme dans laquelle sont impliqués des agents de l'Etat, contredisant les promesses du gouvernement. Il exige des sanctions contre les auteurs de ce nouvel acte et la relocalisation des victimes dans le meilleur délai

Suite de la page (4)

écriture" avec un passé zéro, les 5 milliards de gourdes pour le projet d'urgence après le passage des tempêtes tropicales Isaac et Sandy en 2012, le fonds Petro Caribe, etc...

A la question de savoir pourquoi 40 millions de gourdes pour la célébration du 14 mai 2013, le Ministre de l'Intérieur, David Bazile, acquiesce en informant que ce sont les amis du Président de la République qui ont contribué financièrement au succès de la fête au Champ-de-Mars. Ya-t-il une rubrique "amis du président" au budget de la République? Comment cette rubrique est-elle alimentée ou encore le président recevrait-il des fonds parallèles pour des activités publiques? Que doit le chef de l'Etat en retour à ces amis particulièrement généreux ? Plus tard pour mieux entretenir la confusion, M. Bazile a apporté un supplément d'informations dans cette même séance en déclarant qu'il a autorisé le décaissement des fonds pour la période du 1er au 18 Mai incluant la fête du drapeau et de l'université. C'est exceptionnel. C'est la première fois que la célébration de ces fêtes s'étendait sur une période de deux (2) semaines. Tout ceci, sous l'œil passif d'un Chef de Gouvernement qui semble ne plus rien maitriser et qui fait fi du non-respect de la loi sur le budget et la comptabilité publique dans les dépenses et l'utilisation des crédits budgétaires. Le Ministre des Finances, Wilson Lalau, s'en est lavé les mains en déclarant péremptoirement qu'il n'a pas autorisé un quelconque décaissement pour le 14 mai.

Il faut croire qu'il y a anguille sous roche. Le gouvernement est en train de cacher la vérité à l'Assemblée des sénateurs et d'une manière générale à toute la population. Il est vraiment embarrassant pour que des sommes importantes soient tirées des caisses de l'Etat aux fins d'organiser des activités futiles pendant que celles-ci sont au rouge. L'Etat ne peut pas honorer ses dettes vis-à-vis de tiers, faute de liquidités. Le marché haïtien est très nerveux au point que le dollar américain continue de s'apprécier substantiellement par rapport à la gourde passant la barre des 45 gourdes pour un (1) dollar américain, signe d'une économie moribonde dont les responsables n'ont pas su mettre de l'ordre dans les écuries d'Augias.

Il est clair que, à travers cette séance au Parlement, le Premier Ministre haïtien a opté pour l'omission et le mensonge comme méthodes de gouvernement ou de transparence. Il est en train d'induire en erreur toute la République à travers des chiffres creux qui ne reflètent en rien la réalité actuelle. Il n'a pas osé non plus répondre au sénateur de l'Ouest, Steven Benoit qui exprimait son inquiétude quant à la facture des lampadaires a énergie solaire installés sur tout le long de la route Delmas jusqu'à Pétion-Ville. Selon le sénateur, des informations non confirmées font état de 32 millions de dollars US, le coût total du projet. En réponse à cela, le Chef du gouvernement n'a ni infirmé, ni confirmé, se contentant de déclarer, dans un langage de bois qui lui est coutumier, qu'il semblerait que le sénateur Benoit a déjà en sa possession les informations qu'il souhaiterait. Il s'agit ni plus ni moins que d'un acte irresponsable de la part d'un Premier Ministre qui a la charge de faire fonctionner l'Etat. Il n'a même pas compris la gravité de son acte. Car selon la Constitution, le gouvernement est responsable de sa gestion par-devant les institutions compétentes nationales. Le président n'étant pas un comptable des deniers publics.

La performance du gouvernement au Sénat de la République était piètre et s'apparentait à une forme de scandale. On dirait que l'ensemble du gouvernement est en pleine rébellion avec la société. Dans toute société normale, le gouvernement dans son entier aurait dû démissionner, suite à cet affront fait au pays. Des hommes et des femmes dits d'Etat qui n'ont aucun respect pour eux-mêmes et pour leurs concitoyens. C'est un fait inédit! Heureusement, le gouvernement s'était fait aider par le président du Sénat, Simon Dieuseul Desrats qui a prématurément levé la séance au grand dam des pères conscrits.

Pour les 5 milliards de gourdes à titre de crédit supplémentaire pris par décret en date du 15 novembre 2012, M. Lamothe confirme que seulement 2.1 milliards ont été dépensés en projets. Il reste à confirmer sur papier, puisque les explications du Premier des Ministres ne cadrent toujours pas avec la réalité. Des parlementaires révèlent des maldonnes dans la formulation, la viabilité et la distribution de certains projets passés à l'amiable. Certains confiés à des firmes de provenance douteuse et dont les résultats sont mis à l'index par les populations concernées. Le gouvernement, coincé dans ses œuvres, a promis de réorienter l'utilisation des 12 milliards de gourdes du fonds Petro Caraïbe qui représente un véritable "vache à lait" pour le gouvernement.

En ce qui a trait à l'enveloppe de 10 millions de gourdes alloués par commune dans le budget de la République, M. Lamothe qui voudrait jouer comme d'habitude les Ponce Pilate, a indiqué aux sénateurs que le fonds en question est toujours disponible pour les communes qui n'ont pas encore présenté de projet viable. Sur ce point-là, il faut souligner la politique de parti pris pratiquée par l'exécutif qui a vite fait de débloquer pour des communes dont des députés sont réputés proches du pouvoir au détriment des parlementaires qui ont refusé de vendre leur âme au diable.

Le dossier du Directeur General de l'Office National d'Assurance (ONA), Bernard Desgraffes qui est toujours à son poste, malgré des soupçons de corruption, trafics d'influence relevés dans sa gestion, lors de sa convocation au Senat de la République il y a un mois environ, est un signe évident que l'Exécutif entretient et nourrit la corruption en son sein, selon des parlementaires très critiques vis-à-vis du pouvoir en place. La question de la double ou triple nationalité des membres du gouvernement a été soulevée également par des sénateurs qui ont pointé du doigt les Ministres haïtiens, du Tourisme, des Sports et des Haïtien Vivant à l'Etranger.

Toutefois, la convocation était plus que nécessaire pour comprendre à qui la gestion de la République est confiée. Il ne fait pas de doute que, dans cette conjoncture particulière, le pays n'est pas en de bonnes mains et que le changement souhaité est toujours au stade de bonnes intentions. Le temps joue vraiment contre nous et le rendez-vous avec l'histoire vraie est renvoyé sine die. Ya-t-il encore un pilote dans l'avion?

Jose Clément
Maryland, 10 Juin 2013
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Suite de la page (7)

la seule valable dans le document initial.

De plus, selon des sources concordantes, ce sont des prête-noms espagnols ayant pied-à-terre en République Dominicaine qui opèrent sous contrat avec la CONATEL, au nom de la Global Voice de Laurent Lamothe pour la comptabilisation de la taxe illégale imposée sur les appels internationaux. De plus, presque tous les deux week-end, Lamothe traverse la frontière Haitiano-Dominicaine avec un seul garde de corps Haïtien, se faisant prendre en charge par les services secrets dominicains et circulant dans une flotte de voitures avec immatriculation diplomatique du pays voisin. En plus de ses activités orgiastiques dans la zone de Punta Cana où il possède une villa huppée, il en profite pour contrôler personnellement les bénéfices générés par les prêts à court terme aux banquiers dominicains sur les sommes collectées au nom du fonds national d'Education, mais vu qu'aucune loi parlementaire ne sanctionne déjà l'utilisation de ces fonds, cet argent grossit les avoirs en République Dominicaine du tandem Martelly-Lamothe.

Depuis la campagne électorale de Martelly, celui-ci n'annonçait-il pas son désir de voir les deux Républiques se fusionner, ce qui avait courroucé "les frères consanguins de l'Est" dans les media et dans la classe politique. Le peu de respect manifesté pour le père fondateur Dessalines, une carence flagrante de lecture historique, avec les conseillers espagnols Sola et compagnie de l'équipe Tèt Kale, Haiti est en train de se voir glisser lentement dans une sorte de giron latino-américain avec la recolonisation en toile de fonds. Le tandem Martelly-Lamothe étant confiné dans le rôle non moins ingrat de mercenaire, vendeur de patrie …pour des liasses de billet que les patrons d'aujourd'hui les forceront à rendre tôt ou tard. Adulé aujourd'hui, les grandes machettes de demain les attendent au tournant: possesseurs de biens mal acquis sur le dos du peuple Haïtien. Alors qu'au milieu, un groupuscule, détenteur de moyens financiers très forts est en train de se donner l'illusion d'être les plus CAPABLES parce que de teint clair. Alors que, comme leurs pères français, ils ne sont, ni plus, ni moins que les détrousseurs du peuple Haïtien.

Suite de la page (8)

des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Elles ne sont ni empruntées à Haïti ni allouées par les différents fonds de développement des Nations Unies destinés à Haïti. Les budgets pour le maintien de la paix et le développement sont entièrement séparés. Lors de la réduction de la MINUSTAH, toutes ressources financières débloquées suite à cette réduction seront transférées à d'autres missions de maintien de la paix des Nations Unies dans d'autres pays, telle que la nouvelle mission en cours de déploiement au Mali.

Je suis très vigilant aux appels exprimés par différents interlocuteurs haïtiens pour le retrait de la MINUSTAH. Comme mes remarques ci-dessus l'indiquent, ce retrait a déjà commencé et va continuer. Je suis convaincu que toutes les parties prenantes aimeraient voir ce processus de retrait mis en oeuvre d'une manière ordonnée, comme le Premier Ministre et le Senat l'ont récemment dit, dans le meilleur intérêt d'Haïti et qu'il soit lié au développement d'institutions renforcées et à une sécurité améliorée pour les citoyens haïtiens.

En conclusion, je m'engage à continuer les consultations entamées entre le Gouvernement d'Haïti et la MINUSTAH au sujet du progrès de la mise en oeuvre du plan et de l'éventuel retrait de la Mission. Au même titre, j'envisage avec plaisir la poursuite d'un dialogue transparent, direct et mutuellement respectueux sur ce plan entre le Parlement, les partis politiques, la société civile et la MINUSTAH et faisant l'objet d'une couverture médiatique adhérant à la déontologie professionnelle. Pour citer la version initiale du plan de consolidation présentée au Conseil de sécurité en Mars dernier, dans le contexte particulier d'Haïti, « la stabilité suppose une culture politique propice à la recherche d'un consensus sur les questions prioritaires et l'existence d'institutions démocratiques conformes aux aspirations de la population et respectueuses de ses intérêts.»

***

Contacts media:
Sophie Boutaud de la Combe
Porte-parole et Directrice adjointe de la communication, MINUSTAH
Cell : (509) 3702 6522 ; tel : 22 29 67 00, ext : 2691
Email: boutaudd...@un.org
Mathias Gillmann, porte-parole adjoint, MIN

Suite de la page (7) A propos de l'invitation...

venir défendre l'administration du président Joseph Michel Martelly et du premier ministre Lamothe. Nous sommes ici depuis 8:00 am (12:00 gmt) », font savoir des manifestants pro-gouvernementaux.

Et aussi ça : Deux Journalistes de Télé Star, Fegens Canez Paul et Patrick Souvenir, ont porté plainte, cet après midi, au Parquet du Tribunal de Première instance de Port-au-Prince, contre les agents de sécurité du Palais Législatif.

Ils accusent ces derniers de les avoir agressés et maltraités, hier, au Parlement, au cours de la séance de convocation du Premier Ministre Laurent Salvador Lamothe et des membres du cabinet ministériel, au Sénat de la République.

6 juin 2013

Communiqué spécial de l'Alliance Bolivarienne des Peuples de Notre Amérique (ALBA-TCP)

Par Victoria Valdez

Les pays membres de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA-TCP) rejettent fermement l'absurde inclusion de la République de Cuba dans la liste des Etats finançant le terrorisme international émise par le gouvernement des Etats Unis le 30 mai 2013.

Cette décision, est une attaque à la vérité et ignore le consensus et la demande explicite des nombreux secteurs de la société étatsunienne et de la communauté internationale, qui souhaitent mettre fin à cette injustice.

L'Alliance réaffirme sa réclamation pour le retrait immédiat de Cuba de cette procédure arbitraire et unilatérale, dont l'unique objectif est de justifier le blocus économique, commercial et financier qui continue à être appliqué, de manière continue et impitoyable, contre cette nation sœur et ce malgré le rejet de la part de la communauté internationale.

L'ALBA refuse l'usage d'un sujet tellement sensible comme le terrorisme international à des fins politiques. L'ALBA confirme le rejet face à la pratique de certains Etats qui s'octroient le droit à émettre de façon unilatérale des « attestations » et des « listes » des pays qui financeraient le terrorisme. Une telle procédure constitue un mécanisme illégitime et incompatible avec le droit international, qui ne bénéficie pas du soutien international et qui a déjà été dénoncé dans des multiples forums comme celui des Pays Non Alignés, la Communauté des Etats Latino-Américains et Caribes (CELAC) et l'Association des Etats des Caraïbes (AEC).

L'alliance réaffirme sa plus profonde condamnation face à tous les actes, les méthodes et les pratiques terroristes dans toutes ses manifestations. Egalement, l'ALBA réaffirme son engagement dans la lutte contre ce fléau, conformément aux principes de la charte des Nations Unis et dans l'accomplissement du droit international et des conventions internationales sur le terrorisme.

SOURCE : MINCI : http://www.minci.gob.ve/2013/06/el-alba-rechaza-inclusion-de-cuba-en-l...
31 mai 2013
LGS 8 juin 2013

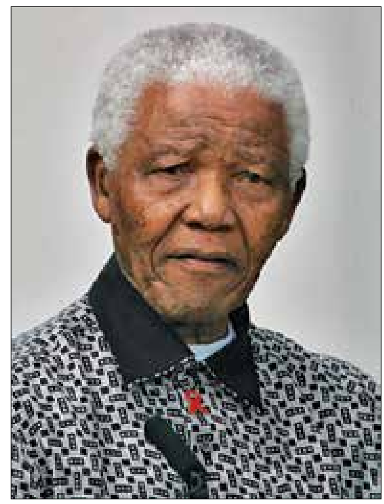
La santé de Mandela ne s'améliore pas!

Hospitalisé depuis samedi, Nelson Mandela reste dans un état «grave» mais «stable», selon la présidence sud-africaine. Les proches de la figure de proue de la lutte anti-apartheid défilent à son chevet.

Quatrième jour d'hospitalisation pour Nelson Mandela mais aucune amélioration. A 94 ans, l'ancien président d'Afrique du Sud a été admis samedi dans une clinique de Pretoria dans un état grave pour une infection pulmonaire à répétition.

Selon un dernier bulletin de santé diffusé mardi par la présidence sud-africaine, cet état reste «grave» mais est «stable». Le communiqué ajoute que le président Jacob Zuma, qui a rencontré l'équipe médicale lundi soir, avait «pleine confiance» en elle. La veille, l'un de ses porte-parole, Mac Maharaj, indiquait à l'AFP que Jacob Zuma avait «l'intention de lui rendre visite, mais il veut d'abord laisser à l'équipe médicale toute latitude pour s'occuper de lui et aussi laisser la priorité à ses proches».

Le Mediclinic Heart Hospital, dont la présidence sud-africaine n'a pas confirmé officiellement qu'on y soignait le héros de la lutte anti-apartheid, est depuis lundi soir sous protection policière. A l'entrée, les vigiles de l'hôpital ont été renforcés par des policiers en faction pour tenir à distance la presse qui continue d'affluer.



Nelson Mandela



Winnie Mandela

«C'est un combattant»

La figure de la lutte anti-apartheid reçoit toujours des visiteurs, en nombre limité afin de le préserver des microbes. Deux de ses filles et plusieurs de ses petits-enfants y ont été vus dimanche. «J'ai vu mon père et il va bien. C'est un combattant», a affirmé au journal britannique The Guardian la fille de l'ancien président, Zindzi, seule membre de la famille à s'être exprimée.

Zenani Mosizwe Dlamini,

Suite à la page (18)

L'opposition syrienne commence à se désagréger

La Commission générale de la révolution syrienne (CGRS), agrégat d'une quarantaine de groupes d'opposition syriens, a annoncé quitter la Coalition de l'opposition. Ils mettent en cause l'utilisation des fonds pour des intérêts personnels et le non-respect des engagements de l'organisation.

"Nous nous retirons de la Coalition (...) car elle prend des initiatives éloignées de la vraie révolution et ne peut pas représenter la révolution de manière authentique". Le communiqué la Commission générale de la révolution syrienne (CGRS) débute ainsi. Membre de la Coalition dès son origine, la CGRS est une des plus anciennes organisations animant sur le terrain la contestation puis la rébellion contre le régime du président Bachar al-Assad. Il s'agit d'un réseau de militants présent à travers la Syrie et lié aux rebelles. Leur but selon eux : "construire un état démocratique et laïc, doté d'institution garantissant la liberté, l'égalité et la dignité dans le respect des droits de l'homme pour tout citoyens."

"Des membres de la Coalition sont plus intéressés d'apparaître sur les médias que d'aider la révolution et beaucoup d'argent a été perdu car ils l'ont utilisé pour leurs intérêts personnels alors que le peuple syrien à l'intérieur manquent de tout", poursuit le communiqué.

La CGRS reproche aussi à la coalition de ne pas avoir respecté son engagement de réserver un tiers des sièges aux rebelles sur le terrain. Le chef de la Coalition George Sabra, a annoncé jeudi l'admission de 51 nouveaux membres, portant le total à 114 membres, dont quinze seulement pour l'Armée syrienne libre.

"Certains pays sont en train de manipuler la révolution selon leurs intérêts et piétinent le sang de notre peuple", poursuit la CGRS, accusant ces pays de monter "les blocs les uns contre les autres". La Commission générale de la révolution syrienne cible là avant tout le Qatar, qui par le biais des Frères musulmans qu'il soutient et finance domine la coalition, via le Conseil national syrien (CNS) qui a exigé 40 % des sièges. L'émirat est concurrencé par l'Arabie Saoudite qui finance et soutient plutôt les groupes salafistes. Les deux pays se livrent une guerre d'influence de plus en plus ouverte au travers de la Coalition de l'opposition, ce qui lui fait perdre beaucoup de crédibilité. Le retrait de la CGRS ne va qu'aggraver cet état de fait.

L'Humanité 3 Juin 2013

WIKILEAKS : Jugez les Etats-Unis, pas Bradley Manning !



Bradley Manning

Par Owen Jones

La puissance américaine a déclenché des guerres iniques et illégales, aux conséquences catastrophiques sur le plan humain. Elle a contribué à renverser des gouvernements démocratiquement élus. Elle arme et soutient certaines des dictatures les plus impitoyables de la planète et elle est connue pour appuyer des mouvements terroristes. Même ses fervents partisans reconnaissent que l'élite de la politique étrangère américaine a un passé pour le moins discutable.

Aujourd'hui, un héros américain se trouve sur le banc des accusés, maudit pour avoir jeté un rayon de lumière pourtant bien faible sur les pans les plus sombres des activités de cette élite. Il y a plus de trois ans, Bradley Manning – âgé aujourd'hui de tout juste 25 ans – a rendu publics 250 000 câbles diplomatiques et un demi-million de rapports militaires américains. Jamais, tout au long de leur histoire, les Etats-Unis n'ont subi une fuite de documents confidentiels d'une telle ampleur.

Son châtiment a déjà été sévère. D'après Juan Méndez, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, il a été soumis à un traitement cruel, inhumain et dégradant. Pendant des mois, il a été tenu au secret. Dévêtu, privé d'intimité, il a été contraint de dormir sans obscurité.

Le procès de Manning devant un tribunal militaire vient donc de commencer. Il risque vingt ans de prison. Manning est jugé en partie dans le cadre de la loi sur l'espionnage, un texte qui remonte à la Première Guerre mondiale. Il est sous le coup de 22 chefs d'inculpation : il a plaidé coupable pour dix d'entre eux, y compris celui de communication délibérée d'informations à une personne non autorisée. Mais le plus inquiétant est celui d' »aide à l'ennemi" – autrement dit, il est accusé d'avoir intentionnellement aidé Al-Qaida.

La vérité, c'est que Manning a rendu un grand service tant au peuple américain qu'au monde entier. La politique étrangère des Etats-Unis dépend du maintien du secret non seulement par peur des ennemis de l'Amérique, mais aussi parce que la réalité aurait souvent de quoi horrifier les Américains.

Dans les années 1970, la junte sanguinaire de Pinochet est arrivée au pouvoir avec l'aide clandestine de la CIA. Comme l'avait dit Henry Kissinger avant que le président socialiste Salvador Allende, démocratiquement élu, soit renversé : "Je ne vois pas pourquoi nous devrions attendre qu'un pays bascule dans le communisme à cause de l'irresponsabilité de son peuple." Du temps de Reagan, des terroristes de droite appuyés par les Etats-Unis se sont livrés à une orgie de violence dans toute l'Amérique centrale.

C'était il y a longtemps, diront certains. Après tout, c'était la guerre froide, et les règles normales étaient inapplicables. Mais en fait la politique étrangère américaine se montre d'une remarquable continuité depuis 1898, lors de l'invasion sanglante des Philippines.

Les agissements de l'élite de la politique étrangère américaine font rarement l'objet d'une analyse, bien qu'ils n'aient pas grand-chose de patriotique. Aujourd'hui, on envoie des dizaines de jeunes hommes ou femmes se faire tuer ou mutiler. Ceux qui réclament leur retour au pays sont accusés de manquer de "patriotisme". Les civils américains sont menacés d'un "retour de bâton", terme qu'utilise la CIA pour définir les conséquences imprévues des interventions à l'étranger. Et parfois on leur rend la monnaie de leur pièce, de façon désastreuse. Dans les années 1950, les Etats-Unis avaient contribué à renverser le dernier Premier ministre démocratiquement élu d'Iran, Mohammad Mossadegh, alimentant ainsi un ressentiment antiaméricain qui servirait plus tard de moteur à la révolution iranienne.

C'est en cela que Manning nous a rendu un tel service. Il nous a incités à surveiller de plus près ce que cache la puissance américaine, à soupeser les terribles conséquences de décisions prises dans le plus grand secret. Les Etats-Unis sont sur la voie d'un déclin à long terme, et la Chine autocratique pourrait bien prendre sa place, usant peut-être même de sa puissance de façon plus inique. Alors, mieux vaut se dresser maintenant contre cet ordre mondial. Il se trouve que je suis persuadé que l'avènement d'un tel monde n'est pas qu'un fantasme naïf. Il peut et doit être bâti. Et quel que soit le résultat de votre procès, M. Manning, vous resterez dans les mémoires pour la part que vous avez prise dans son édification.

The Independent
Courrier international
7 juin 2013

Luc Mélenchon rend hommage à Chavez (Extrait)

Luc Mélenchon, président du Front de Gauche, un admirateur de la révolution bolivarienne de Chavez avait rendu un vibrant hommage au Comandante dès l'annonce de son décès. A travers des propos qui résonnent encore au cœur des progressistes et révolutionnaires du monde entier, Mélenchon a rappelé que «ce qu'il est ne meurt jamais».. Perpétuant la mémoire de cet immortel titan, nous vous proposons quelques extraits de l'intervention de Mélenchon.[F.L]

A l'Usine située aux Lilas, ancien QG de campagne de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle, les drapeaux vénézuéliens, français et du Front de Gauche étaient en berne. M. Mélenchon a appelé :

«à ce qu'on observe au moins 24 heures de trêve dans la haine anti-chaviste, anti-populaire, anti-pauvres, anti-révolutionnaires qui sévit sur les ondes dans toute l'Europe [...] Chavez a été la pointe avancée d'un processus large dans l'Amérique latine qui a ouvert un nouveau cycle pour notre siècle, celui de la victoire des révolutions citoyennes».

«Les Européens si prétentieux, arrogants, méprisants, l'infecte social-démocratie qui depuis 24 heures se répand en injure contre les figures progressistes d'Amérique latine feraient bien de se souvenir qu'au Venezuela contrairement à la France (...) on a fait reculer la pauvreté de manière spectaculaire, éradiqué ce qui est classé comme extrême pauvreté (...) l'analphabétisme a été éradiqué (...) on est parvenu à faire progresser de 70% la scolarisation des enfants. Voilà le bilan que nous portons fièrement à l'heure où l'image de Hugo Chavez va se retirer [...]. A l'heure où l'image d'Hugo Chavez va se retirer, quoi qu'il en soit pour nous, ce que représente Hugo Chavez ne meurt jamais.»



Hugo Chavez avec Jean-Luc Mélenchon, à Caracas, le 6 juillet 2012. (Photo Juan Barretto. AFP)

«J'ai honte pour nous tous en Europe du niveau lamentable des commentaires que j'ai vus. Comment pouvez-vous être aussi infâmes et aussi bas? Comment pouvez-vous être devenus à ce point aussi insensibles à ce que représente le progressisme latino-américain dans ces moments de l'histoire pour avoir pour tout commentaire des insultes (...) ?»

«A ceux qui souhaitaient la mort de Chavez, je leur souhaite une longue vie pour qu'ils voient comment la Révolution bolivarienne va continuer à avancer bataille après bataille, victoire après victoire. Nous ne commémorons pas, nous célébrons la lutte révolutionnaire pour la justice sociale, l'espoir invincible de ce que le progrès social continuera. Cette nouvelle vague révolutionnaire qui a commencé dans l'Amérique latine a débuté au moment même où l'on nous disait que c'était la fin de l'Histoire. Chavez ne mourra jamais parce qu'il vit en chacun de nous.»

«Les cendres de Chavez sont chaudes, sont brûlantes, et nous avons au coeur non seulement l'idée que nous continuons ce combat mais la haine intacte que nous avons contre les puissants et les puissances qui même à l'heure de la mort sont incapables du respect qu'ils manifestent pour tant d'autres qui le méritent moins»[...]

Suite de la page (20)

israélien le fait systématiquement et ce pour tous les prisonniers palestiniens. Nous étions enfermés dans des cellules dans une totale obscurité.

Q : L'ambassadeur d'Israël en France a déclaré que « certains sont footballeurs la journée et terroristes la nuit ». Que répondez-vous à cela ?

Mahmoud Sarsak : Malheureusement, les autorités israéliennes ressortent le même prétexte « terroriste » pour emprisonner des sportifs, commerçants ou étudiants. Pour se donner une belle image auprès de la communauté internationale, Israël agite toujours l'étendard du terrorisme pour justifier sa politique d'apartheid. Israël tue, détruit et emprisonne jour et nuit sans se soucier de qui que ce soit. Le gouvernement appelle Tsahal, l'armée de la défense. Il veut montrer au monde que cette dernière ne fait que se défendre, qualifiant à tort le peuple palestinien d'agresseur.

Q : Deux de vos coéquipiers de l'équipe nationale palestinienne, Omar Abu Rouis et Mohammed Nimr sont encore emprisonnés. Etes-vous encore un contact avec eux ?

Mahmoud Sarsak : Je suis sans nouvelles de mes coéquipiers. Je tiens à rappeler qu'ils sont emprisonnés sans jugement.

Q : Le président de la FIFA, Joseph Blatter s'est-il inquiété de votre situation ?

Mahmoud Sarsak : En effet, il s'est préoccupé de ma situation suite aux pressions qu'il a reçues de plusieurs sportifs et de personnes qui s'étaient mobilisés pour ma libération. Malheureusement, il ne se préoccupe pas de ce que subissent les autres joueurs encore incarcérés. Il ne se mobilise pas pour exiger leur libération.

Q : Comment expliquez-vous le paradoxe du président de l'UEFA, Michel Platini qui s'est mobilisé pour votre libération mais qui dans le même temps a organisé l'Euro des -21 ans en Israël ?

Mahmoud Sarsak : En effet, il s'est mobilisé pour ma libération. Il avait menacé la délégation israélienne de ne plus organiser l'Euro espoir en Israël, s'il m'arrivait quelque chose. Il y a deux ans, il s'était rendu en Palestine et avait vu de ses propres yeux la spoliation dont nous sommes victimes quotidiennement. Il avait décidé d'aider le sport palestinien et de mettre un terme aux injustices que subit le sport palestinien. Il n'a pas tenu sa parole. Il a fait volte-face suite aux pressions d'Israël. Il joue avec l'espoir des Palestiniens.

Q : Vous êtes allés en France afin de participer à une campagne visant à obtenir l'annulation de l'Euro des -21 ans qui se déroule actuellement en Israël. Comment votre démarche a-t-elle été reçue ?

Mahmoud Sarsak : Je n'ai pas été qu'en France. J'ai aussi été en Belgique, Norvège, Pays-Bas, Italie, Grande-Bretagne et en Ecosse. Je me suis rendu compte de la mobilisation citoyenne qui nous soutient. Cependant, les autorités et institutions compétentes donnent un autre son de cloche. Elles donnent le feu vert à Israël pour poursuivre sa politique raciste. Preuve en est, aucun gouvernement n'a contesté l'organisation de l'Euro en Israël. Israël tue des sportifs, des enfants innocents, des civils. Israël bombarde des infrastructures sportives palestiniennes. Israël viole les droits de l'homme de tout un chacun, sportifs y compris.

Q : Vous n'avez que 26 ans, avez-vous encore espoir de reprendre votre carrière de footballeur ?

Mahmoud Sarsak : Oui, j'ai des ambitions mais le fait que je sois à Gaza achève celles-ci, compte tenu du blocus imposé. De plus, les infrastructures sont détruites suites aux bombardements de l'armée israélienne.

Q : Quels sont vos joueurs de football modèles ?

J'en ai plusieurs. Tout d'abord Frédéric Kanouté qui a toujours été présent aux côtés du peuple palestinien, Abou Diaby, Zinedine Zidane et Eric Cantona qui a été l'un des premiers à me soutenir en demandant publiquement ma libération.

Q : Si vous aviez un message à faire passer au nom du peuple palestinien, que nous adresseriez-vous ?

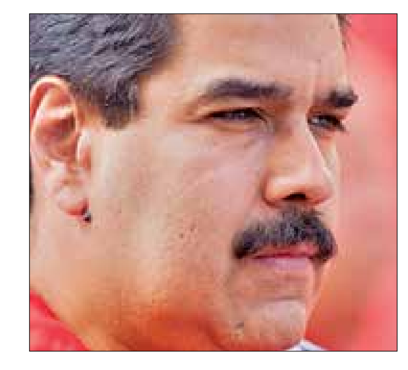
Mahmoud Sarsak : Le message au nom peuple palestinien que je peux donner est qu'il faut dénoncer toutes les atrocités que commet Israël à l'encontre des Palestiniens. Les citoyens européens doivent dénoncer la désinformation des médias mainstream qui tronquent la réalité. Israël est toujours présenté comme la seule démocratie du Moyen-Orient agressée par ses voisins. Les citoyens doivent dénoncer l'occupation, l'apartheid installés par cette dite démocratie. C'est en dénonçant cette face d'Israël que le citoyen européen fera avancer les choses dans la région.

Propos recueillis par Mouâd Salhi pour Investig'Action michelcollon.info7 juin 2013

Attentat déjoué contre le président Maduro

Un attentat a été déjoué contre le nouveau président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro. Le ministre de l'Intérieur, Miguel Rodriguez, a annoncé l'arrestation de deux groupes de mercenaires colombiens, dont un agissant pour le compte du chef paramilitaire colombien « Chepe » Barrera. Les investigations en cours cherchent à établir les liens entre les deux groupes.

Réseau Voltaire 11 juin 2013



Venezuela: la victoire de Maduro confirmée

Le Conseil national électoral du Venezuela a annoncé mardi qu'un examen des votes électroniques de l'élection présidentielle du 14 avril dernier confirmait la victoire du socialiste Nicolas Maduro par 1,5 point de pourcentage, en dépit des protestations de l'opposition qui crie à la fraude. Cette confirmation, largement attendue, ne laisse au candidat de l'opposition Henrique Capriles que l'espoir, très mince, d'une décision de la Cour suprême en sa faveur.

JDD 12 Juin 2013

La campagne de solidarité 5 jours pour les 5 est qualifiée de succès aux États-Unis

Par Tania Hernández I

Washington, 8 juin, (RHC).- Andrés Gómez, journaliste cubano-américain qui réside à Miami, a qualifié de succès les journées internationales d'appui à la cause des 5 Cubains qui ont été condamnés aux États-Unis où ils luttaient contre le terrorisme prenant leur pays pour cible. Ces journées se sont étendues du 30 mai au 5 juin. Andrés Gómez a déclaré que la solidité de l'engagement du mouvement mondial de solidarité qui exige la libération immédiate des 4 de ces combattants qui sont toujours en prison a été constatée.

René González, après avoir purgé sa peine de prison et alors qu'il purgeait une peine de liberté surveillée pendant trois ans, a reçu l'autorisation de rester à Cuba où il était venu suite à la mort de son père, en échange de la perte de sa nationalité étasunienne. Andrés Gomez a mis l'accent sur le niveau d'organisation et de coordination des activités du Comité International pour la Libération des 5.

Il a également salué le retour dans notre patrie de René González.

Suite de la page (17)



Le Mediclinic Heart Hospital

qui dirige l'ambassade d'Afrique du Sud à Buenos Aires depuis 2012, a elle aussi quitté l'Amérique du Sud pour voir son père. Les photos de sa mère Winnie Mandela, venue au chevet de son ex-mari lundi, barrait les Unes des journaux mardi. C'était à ses côtés qu'il sortait de prison en 1990, après 27 ans de détention - une image qui a fait le tour du monde. Le couple avait divorcé en 1996, après 38 ans de mariage.

«Qunu se prépare au pire», titrait mardi le quotidien Sowetan, en évoquant le village d'enfance de Nelson Mandela. Les appels se multiplient depuis samedi pour que les équipes médicales ne s'acharnent pas outre mesure sur le vieil homme. «Il est temps de le laisser partir», écrivait dimanche le grand journal Sunday Times.

Nelson Mandela n'est plus apparu en public depuis la Coupe du monde de football organisée par son pays en 2010. Depuis 2011, il en est à son quatrième séjour à l'hôpital pour un problème pulmonaire ou respiratoire. Sa dernière hospitalisation, qui a duré dix jours, remonte à fin mars. Des images de lui avaient ensuite été diffusées par l'ANC le montrant très affaibli, impassible, assis sur un fauteuil, le regard fixe, alors que ses visiteurs plaisantaient autour de lui.

JDD 11 juin 2013

Suite de la page (20) P. K. Subban, l'un des meilleurs...

En 2009, il devient professionnel jouant dans la ligue américaine pour le club école des canadiens, "le Bulldogs de Hamilton". Son premier match avec le grand club fût le 12 février 2010.

Son premier match des séries éliminatoires, le 30 Avril 2010 et profite de cette occasion pour produire son premier point des séries. La saison suivante, il a été choisi par les fans pour participer au concours d'habileté du match des étoiles en tant que recrue. Il devient le premier défenseur de l'histoire à enregistrer un tour du chapeau (3 buts) le 20 mars 2011 contre le Wild du Minnesota. P.K. Subban termine la saison 2012-2013 de la LNH à égalité au premier rang des pointeurs chez les défenseurs avec Christopher Letang et au premier rang des buteurs avec 11 buts parmi tous les défenseurs. Il est, avec deux autres défenseurs, finaliste pour gagner le trophée du meilleur défenseur. Internationalement, il connaît du succès en remportant le championnat du monde de hockey junior 2009.

Il n'est pas le seul de la famille Subban à jouer au hockey sur glace. Deux autres frères s'en viennent lentement et sûrement: Malcolm qui évolue au poste de gardien de but, repêché par les Bruins de Boston et Jordan qui est éligible au repêchage de cette année. La grande sœur de P.K. est une joueuse de basketball très talentueuse, puisqu'elle est la meilleure pointeuse de tous les temps de l'Université York en Ontario. Karl Subban, le Père, était une vedette de basketball universitaire, tandis que la mère, Maria, excellait en Athlétisme. Toute une famille de sportifs.

Bien avant P.K. Subban, quelques joueurs noirs évoluaient dans la ligue nationale de hockey. Parmi eux le gardien de but "Grant Fuhr" qui a remporté la coupe Stanley à cinq reprises avec les oilers d'Edmonton. Anson Carter, Kevin Weeks , maintenant analyste au CBC SPORT, Donald Brashaer, Simmons, Ray Emeray, Jarome Iginla, un grande vedette, les haïtiens Georges Laraque et Claude Vilgrain tous deux retraités. On compte en tout 67 noirs qui ont joué et qui évoluent actuellement dans la LNH.

P.K. Subban n'est pas le seul défenseur noir explosif et talentueux dans le monde du hockey. Un prospect du nom de Seth Jones, fils de Popeye Jones, ancienne vedette de la NBA qui a joué pour les Raptors de Toronto et les Nuggets de Denver, pourrait être le premier choix au repêchage de cette année. Subban le voit déjà comme une future vedette et le proclame premier choix cette année.

P. K. Subban fait déjà son nom dans le monde du hockey sur glace, avec ses coups de patins, sa rapidité, sa finesse, ses tirs frappés, son lancer de poignet, ses passes inspirées. Aux patinoires adverses, son franc-parler, ses déclarations fracassantes font de lui le mal aimé du circuit comme à Boston, à New-York, Toronto et Ottawa et il dit que cela le motive. Que lui faut-il d'autre, éviter la blessure pour ne pas freiner son ascension, car avec son talent, les records, il va en baver. L'arrivée très prochainement de Seth Jones dans ce sport fera de ces deux hockeyeurs noirs deux défenseurs dominants. On entendra parler d'eux pendant les quinze prochaines années. Honneur aux pères Subban et Williams qui donnent l'envie et le goût de regarder le hockey sur glace et le tennis surtout quand leurs enfants s'exécutent et performent. Popeye Jones, votre tour viendra bientôt.

Dario Talabert
Montréal

Suite de la page (20)



Haiti contre l'Italie

Sur cette même lancée la sélection nationale Italienne en match de préparation à la Coupe des confédérations a été accrochée par celle d'Haïti le mardi 12 juin sur le score de deux buts partout. Giaccherini et Marchisio ont marqué pour les Transalpins ; mais Saurel sur penalty (84e) et Peguero (90e) nous ont permis d'égaliser en fin de match. Une belle lancée donc, pour la reprise du bon renom d'Haiti dans le foot.

Suite de la page (12)

de nombreuses villes, la gauche organisée a conduit le mouvement populaire.

Q: Certains ne sont pas contents que la gauche soit présente. Les identités politiques, les drapeaux de parti ou les banderoles les agacent.

Kemal Okuyan : Ce n'est pas surprenant si vous considérez la spontanéité du mouvement. D'autre part, dans la plupart des villes, le peuple demande une forme d'organisation, de coordination. Si vous prenez en considération l'ampleur des événements, la contribution directe de la gauche organisée est limitée, mais la détermination du peuple dépend des forces de gauche. Il y a également un ego intellectuel allergique à l'idée d'une gauche organisée. Ils veulent monopoliser la scène. Nous ne les prenons pas au sérieux. Nous avons des intellectuels honnêtes qui résistent contre ce gouvernement. La gauche doit les soutenir, eux, mais pas ceux qui sont hostiles aux idées de gauches et à l'idée même d'une organisation politique.

Q: Il y a deux autres éléments dans ce mouvement : les supporters de football et l'alcool **Kemal Okuyan :** La participation des supporters de football a donné de l'élan au mouvement. Elle doit toutefois être analysée à l'aune d'autres facteurs … Ce dynamisme a aussi causé certains problèmes. La pratique des insultes, des jurons lors de manifestations politiques, ce qui n'est pas commun en Turquie peut être donné comme une illustration de ces problèmes. Je l'ai observé moi-même : mes amies féminines qui critiquent certains de nos textes ou articles de journaux comme étant porteurs d'un « discours masculin », criaient des injures sexistes. Cela peut s'expliquer naturellement par l'ampleur de la colère, mais le mouvement socialiste doit imposer sa propre culture. Sur la question de l'alcool pareil … Puisqu'Erdogan tente d'interdir les boissons alcoolisées, l'alcool est devenu un symbole de liberté. Mais cela doit être politisé. Vous ne pouvez pas lutter contre l'oppression en tentant des bouteilles de bières dans vos mains. C'est pourquoi je pense que la décision du TKP de ne pas boire de boissons alcoolisées pendant les manifestations est très importante.

Q: Comment définiriez-vous ces incidents ? S'agit-il d'une crise révolutionnaire ?

Kemal Okuyan : Non. Bien sûr, c'est une explosion d'une énorme énergie sociale. C'est un mouvement puissant, dans ses dimensions et ses conséquences. Mais il y a certains critères marxistes pour définir une crise révolutionnaire. Nous en sommes loin. Tout du moins, pour le moment ...

Solidarite-internationale
8 juin 2013

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
Happily married, nature-loving couple wishes to adopt a baby! We promise love, laughter, education, and security. Expenses paid. www.DonaldAndEsther.com. 1-800-965-5617. (Se habla español.)

ADOPTION
Affectionate, educated, financially secure, married couple want to adopt baby into nuturing, warm, and loving environment. Expenses paid. Cindy & Adam. 800.860.7074 or cindyadamadopt@aol.com

CONDOS FOR SALE
Brand new bank foreclosed luxury condos in Orlando at up to 50% off! 2 and 3 BR units. Last chance to own in FL for below builder cost. Must see. Sold first-come, first served. Call 877-333-0272 x 39

HELP WANTED
TLC-Licensed DRIVERS WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Drivers- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to $.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1 Year OTR Exp. Req.-Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.OakleyTransport.com

LAND FOR SALE
LAKE SALE: 6 acres Bass Lake $29,900. 7 acres 400' waterfront $29,900 6 lake properties. Were $39,900 now $29,900. www.LandFirstNY.com Ends June 30th
Call Now! 1888-683-2626.

LAND FOR SALE
Our Newest Affordable Acreage Upstate NY/Owner Financing 60 Acres, Cabin, Stream & Timber: $79,995 80 Acres, Nice Timber, Stream, ATV trails, Borders Farmlands, Great Hunting: $74,995 73 Acres, Pine Forest, Road front, Utilities. Minutes to Oneida Lake Boat Launch: $75,995 Small Sportsmen's Tracts: 3-5 Acres Starting at $12,995. Call 1-800-229-7843 or info@landandcamps.com

LAND WANTED
SELL YOUR NEW YORK LAND, FARM OR LAND & CABIN. We have buyers! Call NY Land Quest: 877-257-0617 nylandquest.com Offering honest, straightforward, reliable service!

LEGAL
NYC~REAL ESTATE CLOSINGS $895.00. Expd Attorney. Free Buy/ Sell Guide. ESTATES/CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. www.lovelllawnewyork.com

LOTS & ACREAGE
Waterfront Lots- Virginia's Eastern Shore WAS 300K Now From $55k Large Lots, Community Pool, Pier and Recreational Center. Great for boating, fishing & kayaking. www.oldemillpointe.com 757-824-0808

PERSONAL
Single female homecare worker wants to work for nice handicapped Haitian male who is marriage minded. Can relocate. Speaks English. Tel: 618.696.0348. Ask for Sandy.

SERVICES
Cellini Chair Doctor. Refinishing, Reupholstery, Caning, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Dining rooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273.

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

WANTED TO BUY
WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402.

Le calendrier officiel de la Coupe des Confédérations de la FIFA 2013 qui se déroulera au Brésil du 15 au 30 juin 2013

Groupe A Match
15 juin Brésil Vs Japon
16 juin Mexique Vs Italie
19 juin Brésil Vs Mexique
19 juin Italie Vs Japon
22 juin Italie Vs Brésil
22 juin Japon Vs Mexique

Groupe B Match
16 juin Espagne Vs Uruguay
17 juin Tahiti Vs Nigeria
20 juin Espagne Vs Tahiti
20 juin Nigeria Vs Uruguay
23 Juin Nigeria Vs Espagne
23/06 16:00 Uruguay Vs Tahiti

La sélection haïtienne à l'honneur !

Devant un public estimé à plus de 20.000 spectateurs, le samedi 8 juin dernier au Sun Life Stadium dans le Sud de la Floride, la sélection de football haïtienne dans un match amical contre celle de l'Espagne, championne d'Europe et du Monde en titre, a baissé pavillon par une petite défaite de 2 buts à 1. Les buts ont été réalisés par Santi Cazorle et Cesc Fabregas pour l'Espagne et un joli but de Wilde-Donald Guerrier pour Haiti.

Suite à la page (19)





Haiti contre l'Espagne

Euro 2013 des espoirs en Israël : Quand le football piétine le droit des Palestiniens

Par Mouâd Salhi

La coupe d'Europe de football espoir se déroule en Israël du 5 au 18 juin. Beaucoup de voix se sont élevées pour boycotter cet événement qui occulte la situation d'occupation dans laquelle sont confrontés les Palestiniens. Mahmoud Sarsak est le symbole de cette indignation. Ce jeune attaquant de l'équipe nationale palestinienne, alors âgé de 22 ans quittait Gaza pour rejoindre la Cisjordanie et le club de Balata (Naplouse) qui venait de le recruter. Le 22 juillet 2009, il sera arrêté par l'armée israélienne sans inculpation ni jugement en détention administrative. Il sortira trois ans plus tard après une grève de la faim de 92 jours. Investig'Action est revenu sur l'histoire d'un homme au rêve brisé.

Q : Pour quel motif avez-vous été arrêté ?

Mahmoud Sarsak : Tout d'abord, j'ai passé trois ans en prison sans chef d'accusation. Je me demande encore à cet instant quel était le motif de mon incarcération. L'armée israélienne m'a accusé de plusieurs choses. L'accusation majeure était que je faisais partie du djihad islamique. L'armée n'a pas pu le prouver. Je n'ai jamais eu affaire avec ce mouvement.

Q : Comment vous est venue l'idée de la grève de la faim ?

Mahmoud Sarsak : Les raisons qui m'ont poussé à la grève de la faim sont multiples. La première est due aux injustices que j'ai subies durant mes trois années d'emprisonnement. Je n'ai pas été considéré comme un être humain. Pour le gouvernement israélien, je n'étais qu'un chiffre. J'ai été destitué de mes droits. Je ne pouvais avoir aucune visite. Je ne pouvais pas rencontrer un avocat. Je ne pouvais pas comparaître devant un magistrat impartial. C'est pour toutes ces raisons que j'ai entamé la grève de la faim. Je devais me libérer de cette situation d'abus, seul ! Des dizaines de sportifs sont enfermés sans aucun motif dans les geôles israéliennes. Le monde doit le savoir.



Il faut dénoncer toutes les atrocités que commet Israël à l'encontre des Palestiniens



Mahmoud Sarsak

Q : Etiez-vous au courant de la mobilisation en faveur de votre libération ?

Mahmoud Sarsak : Non, nous, prisonniers, ne savions pas qu'un élan de solidarité s'était mis en place. Nous étions complètement coupés du monde extérieur. Le gouvernement

Suite à la page (19)

P. K. Subban, l'un des meilleurs défenseurs de la ligue nationale de hockey sur glace

Par Dario Talabert

Les sœurs Williams (Venus et Serena), grâce à leur père Richard et leurs talents, dominent le tennis féminin (WTA) depuis plus de 15 ans. L'arrivée en force des deux Belges Justine Henin et Kim Klijsters et l'invasion russe avec les Kournikova, Sharapova, Kuznetsova, Dementieva etc. ne les ont pas empêchées de gagner 38 tournois du grand chelem. Venus a gagné 7 en simple, 13 en double avec sa sœur et 2 en double mixte. Serena, à elle seule, a gagné 16; tous des tournois du grand chelem. Le 16è, gagné tout récemment samedi 8 juin à Roland Garros face à Maria Sharapova en deux manches de 6-4 et 6-4. C'est son deuxième à Paris, son premier depuis 2002. Lors de la présentation du trophée, elle a livré un discours d'appréciation dans un français admirable, ravissant la foule du court Phillippe-Chartier.

Le courage, la ténacité et l'arrogance de leur père contribuent aux succès de ces deux sœurs. Un autre père du nom de Karl Subban a fait la même chose pour ses enfants dans un contexte sportif similaire au père Williams, mais dans une discipline sportive différente: le hockey sur glace. La famille Williams, deux sœurs jouent au tennis. Pourtant, trois frères jouent au hockey sur glace dans la famille Subban.

Le premier des trois, P. K. Subban, atteint la ligue nationale de hockey (LNH) depuis trois ans. Il joue pour les "Canadiens de Montréal". Parlons d'abord du hockey sur glace.



Venus et Serena Williams

Pour ceux qui ne le connaissent pas, c'est un sport émouvant, physique, technique et sensationnel. On n'utilise pas de balle



P. K. Subban

ni de ballon pour le jouer comme le volleyball, le basketball, le football, le tennis, le baseball, le golf, le rugby etc. C'est plutôt une rondelle en bois de couleur noire pour la différencier de la glace qui est de couleur blanche. Cela donne une bonne visibilité aux joueurs. La surface de jeu qu'on appelle patinoire est assez grande pour douze joueurs. Six joueurs pour chaque équipe, y compris le gardien de buts, en raison de deux défenseurs, un joueur de centre et deux attaquants. L'arbitrage du hockey diffère du football. Autrefois, on utilisait un arbitre; depuis quelques années, deux arbitres assument ce rôle et deux juges de ligne. Bref, il y a plusieurs règlements qui font de ce sport, l'un des plus excitants. Parlons plutôt de P.K. Subban, un défenseur prolifique, talentueux.

Jeune, fougueux, intelligent, Pernell Karl Subban,de race noire, plus connu sous le nom de P.K. Subban (né le 13 mai 1989 à Toronto dans la province de l'Ontario au Canada) est un joueur professionnel de hockey glace. Il évolue au poste de défenseur pour le club "les Canadiens de Montréal" dans la ligue nationale de hockey (LNH). Né d'un père Jamaïcain et d'une mère antillaise, il soutient "les Canadiens de Montréal depuis ses 9 ans. Il débute dans la ligue de hockey de l'Ontario avec les Bulls de Belleville. Il est repêché par les canadiens de Montréal en deuxième ronde, 43è position.

Suite à la page (19)